

18^e CONGRÈS DES RÉGIONS DE FRANCE

VICHY - 15 ET 16 SEPTEMBRE 2022

Souveraineté : les Régions en première ligne

MÉTIERS en TENSION TRANSITION PROFESSIONNELLE

les **RÉGIONS** agissent
pour l'**EMPLOI**




Centre Info en partenariat avec

 **RÉGIONS
DE FRANCE**

1^{ÈRE} RENCONTRE INTER-RÉGIONS SUR L'ORIENTATION



S'informer pour choisir
sa voie dans un monde
en mutation !

Mardi 15 novembre
Orléans - Centre de conférences
Place du 6 juin 1944

(À partir de 9 h)

**Tables
rondes
Innovations
Stands
Pitches**



Carole DELGA

Présidente de Régions de France
Présidente de la Région Occitanie

François BONNEAU

Vice-Président de Régions de France
Président de la Commission Éducation
Orientation Formation Emploi
Président de la Région Centre-Val de Loire

ont le plaisir de vous convier à la rencontre
Inter-régions sur l'Orientation.
Nouvelles pratiques et expériences
gagnantes des Régions.

En partenariat avec





EDITO

Un service public régional de l'emploi et de la formation

Le document que vous avez entre les mains présente des actions de nos 18 Régions pour l'emploi. Nous remercions notre partenaire Centre Info pour avoir réuni ces actions en deux chapitres, les métiers en tension et les transitions professionnelles, à l'occasion de notre 18^e Congrès des 15 et 16 septembre 2022 à Vichy.

Le marché de l'emploi a connu des bouleversements profonds ces dernières années, et particulièrement depuis la crise sanitaire de 2020. Notre pays est passé du traitement du chômage de masse à l'espoir du plein-emploi. La question des compétences est devenue stratégique, un enjeu de souveraineté pour les entreprises comme pour les territoires. L'urgence écologique et les enjeux de transformation numérique constituent des opportunités de développement uniques pour nos territoires et nos entreprises. L'enjeu de l'accompagnement des personnes par l'orientation tout au long de la vie est devenu central, sur fond d'individualisation et de rupture des parcours.

Ces évolutions légitiment une intervention accrue des Régions incarnée dans notre proposition d'un service public régional de l'emploi et de la formation professionnelle. Les Régions, de par leurs compétences sur le développement économique et la formation, leur capacité à animer les dynamiques territoriales et la continuité des parcours sont les mieux placées pour relever ce défi et proposer à toutes et tous un emploi, au bon moment, au bon endroit.

Simplifier et rendre efficace le service rendu aux demandeurs d'emploi comme aux entreprises : c'est tout l'enjeu du projet France Travail dont les Régions demandent *a minima* le copilotage avec l'État.

Les actions remarquables présentées dans ce dossier démontrent la capacité d'innovation, l'agilité, le sens de la proximité dont font preuve les Régions au quotidien, ainsi que leur capacité à moderniser l'appareil de formation.

Bonne lecture !

François BONNEAU
Président de la Commission
Education-Orientation-Formation-Emploi
de Régions de France

David MARGUERITTE
Président délégué de la Commission
Formation-Emploi de Régions de France

NOUS VOUS ATTENDONS
À CANNES




PALAIS DES
FESTIVALS
ET DES CONGRÈS
CANNES

LES 25, 26, 27 JANVIER 2023

18^e
UHFPP

UNIVERSITÉ D'HIVER DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

Compétences 2030 :
réussir ensemble les transitions !

Un parcours de

3
JOURS

pour répondre à

4 DÉFIS

DÉVELOPPER
une culture partagée
des transitions
en cours et à venir

DÉCLENCHER
et soutenir
l'innovation sociale,
technologique et
organisationnelle

INVESTIR
la compétence,
les nouveaux métiers
et les évolutions
professionnelles

ENCOURAGER
la professionnalisation
des acteurs
du développement
des compétences

■ uhfp.centre-info.fr

● #UHFP2023

UN ÉVÉNEMENT


Centre Info



EDITO

Régions de France et Centre Inffo renforcent leur partenariat

Régions de France et Centre Inffo ont un partenariat étroit depuis plusieurs années afin de développer l'information dans le champ de la formation et de l'orientation professionnelles vers les acteurs régionaux, et tout particulièrement les élus.

Ce partenariat se traduit également par la réalisation de dossiers comme celui-ci illustrant les thématiques qui sont abordées au cours du Congrès de Régions de France. Cette coopération s'inscrit pour Centre Inffo dans le cadre de sa mission publique d'information mais aussi d'observation de l'écosystème de la formation professionnelle et de l'apprentissage, et de sa contribution au débat public concernant l'emploi, la formation professionnelle et l'orientation qui sera également au cœur de la prochaine Université d'Hiver de la Formation Professionnelle à Cannes en janvier 2023.

Cette année, le Congrès accueilli par la Région Auvergne-Rhône-Alpes a pour titre « Souveraineté : les Régions en première ligne ». Les thématiques de l'emploi et de l'orientation sont abordées au travers de l'étude sur la préfiguration d'un « service public régional de l'emploi et de la formation professionnelle », mais également éclairées par ce dossier intitulé : « Métiers en tension, transition professionnelle : les Régions agissent pour l'emploi » et qui a été réalisé par les services de Centre Inffo.

L'enjeu des reconversions professionnelles induites par les grandes transitions, écologique, numérique mais aussi industrielle et démographique repose, en particulier, sur les Régions qui sont impliquées pour l'identification des métiers en tension et le développement des compétences. C'est pourquoi, Centre Inffo et Régions de France ont souhaité diffuser des exemples de stratégies et d'initiatives portées par l'ensemble des Régions en faveur de la préservation de l'emploi et de la formation des jeunes et des personnes les plus éloignés du marché du travail. Cette brochure présente, en particulier, des actions innovantes portées par les 18 collectivités régionales, dans le cadre des CPRDFOP ou des Pactes régionaux d'investissement dans les compétences (PRIC).

Avec la volonté commune de conjuguer nos efforts pour mieux informer les élus, les agents des collectivités territoriales, leurs opérateurs et leurs partenaires, nous sommes déterminés à poursuivre et à consolider notre partenariat dans le champ de la formation et de l'orientation professionnelles. C'est pourquoi je me félicite tout particulièrement, avec le conseil d'administration de Centre Inffo, que, le 18^e congrès des Régions de France nous offre l'opportunité de signer un nouvel accord-cadre de partenariat entre Régions de France et Centre Inffo pour les années à venir.

Louis-Charles VIOSSAT
Président de Centre Inffo

SOMMAIRE

MÉTIERS EN TENSION

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	8
Un plan d'Auvergne-Rhône-Alpes 2022 – 2028 pour l'économie, la formation, l'innovation au service de l'emploi et des territoires	
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	9
Plan de compétences « Métiers tension »	
BRETAGNE	10
Charte régionale pour l'attractivité des métiers de la conduite d'autocars	
CENTRE VAL DE LOIRE	11
Des Tiers-Lieux de compétences dans les 23 bassins de vie	
CORSE	12
Des comités locaux adaptés aux besoins des entreprises	
GRAND EST	13
Un parcours d'acquisition de compétences en entreprise pour les métiers en tension	
GUADELOUPE	14
Formation professionnelle : répondre aux besoins, un impératif	
GUYANE	15
Un dispositif CTG pour favoriser le retour au péyi des forces vives	
HAUTS-DE-FRANCE	16
Fabrique 4.0, « l'usine » des métiers de l'industrie	
ILE-DE-FRANCE	17
Secteurs en tension : l'offre de formation éligible à l'aide régionale	
LA RÉUNION	18
Une « semaine de l'excellence pays » pour motiver des jeunes en formation	
MARTINIQUE	19
« Un métier pour vous » : focus sur des métiers en tension dans des secteurs d'activité dynamiques !	
MAYOTTE	20
Élaboration du plan de développement des compétences sanitaire, médico-social et social	
NORMANDIE	21
Lancement de la 1 ^{re} édition des « Métiers en tournée »	
NOUVELLE-AQUITAINE	22
La Nouvelle-Aquitaine reconstruit le pôle BTP de l'Agri Campus de la Vienne	
OCCITANIE	23
Pacte pour l'embauche	
PAYS DE LA LOIRE	25
Les Pays de la Loire renouvellent leur marché régional de formation	
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	26
L'État et la Région PACA signent un accord pour former aux métiers en tension	

SOMMAIRE

TRANSITION PROFESSIONNELLE

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	28
Le fonds d'investissement de la Région s'ouvre à l'épargne des habitants, une première en France	
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	29
Marie-Guite Dufay : « <i>Nous sommes une terre d'industrie et nous devons le rester</i> »	
BRETAGNE	30
La Région Bretagne et Pôle emploi cofinancent douze formations de techniciens de maintenance pour éoliennes offshore	
CENTRE-VAL DE LOIRE	31
Visa + Parcours vers l'Emploi	
CORSE	32
DICAPE (Afp), un dispositif unique pour accompagner les chômeurs longue durée	
GRAND EST	33
Lancement de Grand Est Transformation « Environnement »	
GUADELOUPE	34
La Région favorise l'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle	
HAUTS-DE-FRANCE	35
DéClics Numériques facilite la reconversion professionnelle des demandeurs d'emploi des Hauts-de-France vers les métiers du numérique	
ILE-DE-FRANCE	36
Programme de co-développement pour soutenir la transition écologique des entreprises	
LA RÉUNION	37
Signature de Convention AKTO-Région	
MARTINIQUE	38
Parcours Clés : une qualification pour accroître ses chances d'insertion	
MAYOTTE	39
Les Plateformes numériques déployées par la cité des métiers de Mayotte	
NORMANDIE	40
Une formation, un emploi !	
NOUVELLE-AQUITAINE	41
Feuille de route régionale des industries électroniques (2022-2027)	
OCCITANIE	42
Travailler pour un monde durable	
PAYS DE LA LOIRE	43
Objectif plein emploi !	
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	44
Pour accompagner les demandeurs d'emploi : retour à l'emploi, avec l'association Bleu Blanc Zèbre	

Ce dossier a été réalisé par Centre Inffo en collaboration étroite avec Régions de France, dans le cadre de leur partenariat.

Coordination : Régis Roussel et Nathalie Legoupil, département Régions-Europe-International, Centre Inffo.

Recherche documentaire : Claudia Manuel de Condinguy, département Régions-Europe-International, Centre Inffo.

PAO : Valérie Cendrier et Bettina Pedro, Centre Inffo.

Impression : S2E Impressions - 21160 Marsannay-la-Côte - Dépôt légal : Septembre 2022 - ISBN : 978-2-84821-322-4.

Nous remercions vivement les Régions d'avoir participé à l'alimentation de ce document. Les photos figurant dans ce document sont pour la plupart, issues des articles originaux auxquelles elles sont rattachées.

Centre Inffo

Partenaire des acteurs de l'apprentissage,
de la formation et de l'évolution professionnelles

SAISISSEZ LES CLÉS DE LECTURE

des évolutions
de la formation
avec notre presse
d'actualité

AU SERVICE DES ACTEURS RÉGIONAUX

FAITES LE PLEIN DE COMPÉTENCES

avec nos formations
en droit et ingénierie
de la formation
inter et intra entreprise

MAÎTRISEZ LES RÈGLES DU JEU

du droit de la formation
pour remplir
vos missions et exercer
vos compétences

AFFINEZ VOTRE STRATÉGIE

avec notre équipe
de consultants
formation-certification

COMPAREZ LES POLITIQUES RÉGIONALES

avec le benchmark
de leur mise en œuvre
dans les 18 collectivités
territoriales

DÉCOUVREZ L'INNOVATION EN COURS

et débattiez
avec décideurs et pairs
lors de nos événements

DÉCRYPTEZ LES SYSTÈMES FRANÇAIS & EUROPÉENS

les pratiques, les
politiques et les initiatives
françaises, européennes
et internationales de la
formation professionnelle

Centre Inffo propose une information
dédiée, actualisée en continu sur la mise
en œuvre des politiques régionales de
formation professionnelle, d'orientation,
d'insertion et d'apprentissage
des 18 collectivités territoriales :

- sur **la rubrique Régions** de www.centre-inffo.fr : l'actualité quotidienne du secteur en région, des dossiers thématiques (PRIC, Afest...), des publications sur les stratégies régionales
- avec **le fil twitter @inffo_regions** (7800 followers) : en temps réel, le suivi des actualités et le point de vue des acteurs
- sur **la base de données** « Formation et apprentissage en région » : les mesures phares des politiques régionales (CPRDFOP, PRIC, conventions, aides régionales...)
- tous les 15 jours, dans **le magazine Inffo Formation** : les initiatives et innovations portées par les acteurs du secteur en région

SUIVEZ CENTRE INFFO

centre-inffo.fr

 [centreinfo](https://www.facebook.com/centreinfo) -  [centre-info](https://www.linkedin.com/company/centre-info)

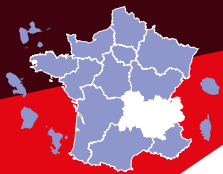
 [@centreinfo](https://twitter.com/centreinfo)

contact.regions@centre-inffo.fr



MÉTIERS EN TENSION





AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Un plan d'Auvergne-Rhône-Alpes 2022 – 2028 pour l'économie, la formation, l'innovation au service de l'emploi et des territoires



Photo d'archives © Alexa Brunet

Pour plus de lisibilité et d'efficacité, la Région a choisi d'intégrer trois schémas à un plan unique, le **Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII)**, le **Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI)** et le **Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP)**.

Les élus régionaux ont adopté, lors de l'assemblée plénière de juin 2022, le Plan Auvergne-Rhône-Alpes 2022 – 2028 pour l'économie, l'emploi, la formation et l'innovation, après un long travail de concertation mené avec les acteurs concernés (collectivités locales, partenaires économiques, les différentes filières, etc.). Il vise trois objectifs : la relocalisation de notre industrie ; Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes la région des ingénieurs, des techniciens, des scientifiques et favoriser l'innovation et enfin, valoriser le travail contre l'assistantat, en mettant en place des indicateurs.

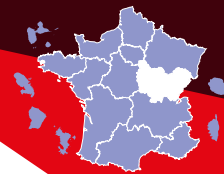
Cette nouvelle programmation s'effectue dans un contexte particulier après une crise sanitaire qui a bouleversé l'activité économique de nombreux secteurs. La crise sanitaire a mis en lumière également des enjeux nouveaux - désindustrialisation, dépendance aux importations, etc. - et la crise ukrainienne, aujourd'hui, révèle de nouvelles failles au sein de notre société (souveraineté énergétique, crise du pouvoir d'achat, souveraineté alimentaire, etc.). Enfin, une pénurie de main-d'œuvre sans précédent touche plusieurs secteurs économiques.

Face à toutes ces problématiques, la Région Auvergne-Rhône-Alpes s'est mobilisée : pendant la crise sanitaire, elle a mis en place des mesures d'urgence pour accompagner les secteurs économiques les plus touchés ; après la crise sanitaire, elle s'est mobilisée pour accompagner les relocalisations industrielles en Auvergne-Rhône-Alpes, pour résoudre la pénurie de main-d'œuvre aussi.

Le Plan Auvergne-Rhône-Alpes 2022 – 2028 pour l'économie, l'emploi, la formation et l'innovation se décline ainsi autour de 5 orientations stratégiques, qui seront mises en œuvre par la Commission Permanente :

- Soutenir les relocalisations en misant sur l'industrie ;
- Répondre aux deux grands défis de demain : la digitalisation et la décarbonation des entreprises ;
- Orienter et former vers les métiers qui recrutent et les filières d'avenir ;
- Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes la région des ingénieurs, des techniciens et des scientifiques ;
- Miser sur les forces de notre région : la recherche et l'enseignement supérieur, le « chasser en meute » et les 13 filières d'excellence identifiées par la Région (Energie, BTP, Santé, Chimie, Numérique, Mobilité, Aéronautique, Agriculture-Agroalimentaire-Forêt, Sport-Montagne-Tourisme, Mécanique et Métallurgie, Robotique, Plasturgie, Luxe et Textile).

Source : site Région Auvergne-Rhône-Alpes, 1^{er} juillet 2022.



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

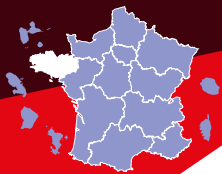
Plan de compétences « Métiers tension »

La ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, Elisabeth BORNE, avec Carine SEILER, Haut-commissaire aux compétences, Fabien SUDRY, préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, Marie-Guite DUFAY, présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté, ainsi qu'Olivier GRIMAITRE et Bernard GAULIER, vice-présidents du Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle de Bourgogne-Franche-Comté, ont signé, le jeudi 10 mars 2022, un nouvel avenant au Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) pour la mise en œuvre du plan de réduction des tensions de recrutement. Le budget s'élève à 83,367 millions d'euros pour la Région et 80,778 millions d'euros pour l'État.

Les engagements réciproques État-Région suivants sont :

- Mettre en place en 2022, 2 085 parcours de formation supplémentaires,
- Faciliter l'accès des demandeurs de longue durée aux formations, en sécurisant les parcours, en les adaptant aux besoins de ces publics, en permettant l'acquisition des savoirs fondamentaux et des savoirs-être, en renforçant le lien avec les entreprises et les métiers en tension ;
- Permettre un accompagnement renforcé des stagiaires du DAQ à l'issue de la formation et renforcement de l'immersion en entreprise- Création de parcours de formation sécurisés pour des demandeurs d'emploi longue durée dans le secteur de l'intérim ;
- Expérimenter de nouvelles actions pour répondre aux difficultés de recrutement, notamment par le déploiement de parcours de formation intégrés et sécurisés, avec phase finale en emploi, et par la mise en place de solutions partenariales, territorialisées, et adaptées pour lever les freins à l'entrée en formation des publics ;
- Mise en place d'un LAB « métiers en tension » par Pôle emploi en lien avec l'État et la Région. Réflexion sur un nouvel appel à projet « initiatives territoriales », thématisé par exemple sur la mobilité
- Piloter, suivre et évaluer les actions mises en œuvre dans ce cadre.





BRETAGNE

Charte régionale pour l'attractivité des métiers de la conduite d'autocars



© Thomas Crabot

une « Charte régionale d'engagements en faveur de l'attractivité des métiers de la conduite d'autocars en Bretagne » qui sera signée avec la profession (représentée par la Fédération Nationale de Transport de Voyageurs).

Deux mesures principales à venir :

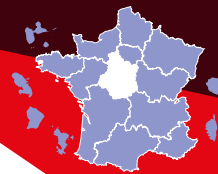
- Une amplification de la formation des conducteurs-trices (dans le cadre du programme régional de formations Qualif emploi financé par la Région)
- La mise en place d'une prime d'attractivité (une hausse des rémunérations pour compenser en partie les heures non travaillées)

Responsable des transports scolaires et interurbains depuis 2017, la Région est confrontée pour la première fois en cinq ans avec cette ampleur, à un manque de conducteurs.trices qui touche tout le territoire régional et a fortement impacté le transport scolaire en 2021-2022. Après avoir dû prendre cette année des mesures d'urgence pour assurer un service minimum, elle souhaite trouver des solutions durables à une situation en grande partie liée aux conditions de travail du secteur et à la crise Covid (désaffection du métier accentuée par la crise sanitaire, contrats « scolaires » précaires avec peu d'heures...). Les élu-e-s régionaux-ales ont adopté



© France 3 Bretagne

Source : extraits, site [Région Bretagne](https://www.region-bretagne.fr), 1^{er} juillet 2022.



CENTRE-VAL DE LOIRE

Des tiers-lieux de compétences dans les 23 bassins de vie

Promesse phare en matière de formation professionnelle de François Bonneau lors des élections régionales 2021, les Tiers-Lieux de compétences font leur apparition en Centre-Val de Loire. Financés par le Pacte, ces sites doivent permettre aux organismes de formations de mutualiser leurs moyens, de répondre aux besoins des entreprises en assurant un maillage territorial sur l'ensemble de la région.

Destinés aux jeunes, aux demandeurs d'emploi, aux apprentis et personnes en reconversion, les Tiers-Lieux de compétences ont vocation à être « des lieux totems emploi-formation », annonce Jean-Patrick Gille, vice-président du Conseil régional Centre-Val de Loire en charge de la formation professionnelle. « Notre objectif est qu'il y en ait un dans les 23 bassins de vie du Centre-Val de Loire », précise l'élu.

« Innovation pédagogique et approche territorialisée »

Ces espaces multimodaux seront équipés d'un plateau technique et accueilleront des bénéficiaires inscrits dans des formations en présentiel et en distanciel. Toutefois, la Région n'entend pas en faire des Tiers-Lieux de compétences un site monolithique dupliqué à l'identique dans chaque bassin de vie. « Leur spécificité est de s'adapter aux besoins locaux », relate Jean-Patrick Gille. Ainsi, à Châteauroux, dans l'Indre sur le site de l'Aéroport Marcel Dassault le projet, qui sera inauguré à la rentrée, est articulé autour de la maintenance dans l'aéronautique. « Les Tiers-Lieux de compétences pourront être thématiques mais pas uniquement. Ce que nous voulons, c'est de l'innovation pédagogique et une approche territorialisée », relève le vice-président.

Des espaces dirigés par un consortium

La Région a souhaité que les Tiers-Lieux de compétences soient dirigés par un consortium qui réunissent des acteurs privés, les entreprises locales, les organismes de formations et les acteurs publics comme les collectivités locales. Ces espaces sont financés dans le cadre du Pacte régional d'investissement. « Jusqu'à 500 000 euros, détaille le vice-président. La subvention peut servir pour l'investissement ou le fonctionnement. »

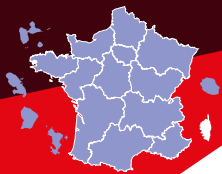


7 mars 2022 - Lancement du tiers lieu compétences, Châteauroux

Dans le cadre du prolongement du Pacte, « un crédit supplémentaire à hauteur de 2,6 millions d'euros a été obtenu pour la Région Centre-Val de Loire », annonce Émeline Lesage, chargée de mission Développement des Tiers-Lieux de compétences. Ce qui porte l'enveloppe totale à 8,6 millions d'euros.

L'initiative en Centre-Val de Loire a inspiré le Haut-Commissariat aux compétences qui a lancé un **dispositif national**.

La Région se donne 3 ans pour mettre en place des actions et services contribuant à l'équilibre économique et assurer ainsi la pérennité des Tiers-Lieux de compétences. Depuis le lancement de l'**appel à projets** l'année dernière –qui s'étend jusqu'au mois d'août 2023–, « une vingtaine de dossiers ont été déposés », détaille Émeline Lesage.



CORSE

Des comités locaux adaptés aux besoins des entreprises



La Collectivité de Corse, en partenariat avec l'antenne régionale de Pôle emploi, organise des comités locaux de formation.

La Collectivité de Corse, en partenariat avec l'antenne régionale de Pôle Emploi, organise des comités locaux de formation. Objectif : identifier le besoin en compétences des entreprises dans chaque microrégion, et étoffer le prochain programme régional de formation en conséquence.

« Auparavant, il y avait un marché global [de la formation], à l'échelle régionale. Les comités locaux de formation (CLF) sont un outil de lecture plus fin des besoins en compétences par bassin d'emploi, par microrégion même, avec la prise en compte de leurs spécificités », résume Christian Sanfilippo, directeur régional Pôle emploi Corse.

Traduire le besoin d'actions en formation

Lancés en mai, les CLF vont courir d'ici octobre 2022 (Grand Bastia, Centre Corse, Plain Orientale, Balagne et extrême sud), avec trois objectifs principaux : identifier les besoins en compétences des entreprises locales, proposer des formations adaptées aux besoins du public et territoires, et « traduire le besoin d'action en formation au sein du prochain programme régional de formation. »

« Nous n'avons pas deux territoires avec les mêmes tissus économiques. Le littoral concentre les activités de commerce et de tourisme, les deux pôles urbains Bastia et Ajaccio le BTP et les services, à l'intérieur des terres l'agriculture et les services à la personne, etc. », détaille Olivier Mosconi, directeur général adjoint de l'ADEC (Agence de développement économique de la Corse).

Prendront part à ces comités locaux de formation sur le terrain : les services de l'État (Dreets), de la Collectivité de Corse (service formation), Pôle Emploi, les partenaires sociaux et les entreprises.

Séduire les organismes de formation

Les premières remontées dans le bassin d'emploi d'Ajaccio ne se sont pas fait attendre, et mettent en lumière un fort besoin de compétences dans le numérique au sens général, en gestion dans le tourisme ou de maçon dans le BTP.

Mais une fois ce constat posé, comment motiver les organismes de formation à mettre en place un cursus ? « L'idée, c'est aussi de séduire ces acteurs, détaille Olivier Mosconi, d'instaurer une formation en présentiel ou distanciel si le besoin exprimé par les entreprises nécessite la mise en place d'un parcours. Les tiers-lieux peuvent aussi être envisagés. »

Et il y a urgence : à l'image d'autres régions sur le continent, le nombre d'offres d'emploi dans les secteurs en tension est supérieur au nombre de candidats, en partie à cause du manque de formation et donc de compétences. L'activité économique en pâtit.

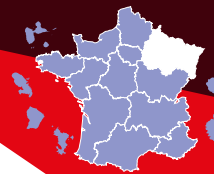
De son côté, Christian Sanfilippo relève la nécessité de dépoussiérer, d'adapter des parcours de formations déjà existants. « A Ajaccio, dans le commerce, les salariés de grandes surfaces ont fait remonter un besoin de polyvalence. Typiquement, pour conduire un chariot élévateur. Ils ont besoin de cette compétence. »

Mobilité et attractivité

Problème sous-jacent de la formation, et de l'emploi au sens large sur l'île de beauté, les freins à la mobilité seront un facteur à prendre en compte dans l'implantation géographique de nouveaux parcours ou leur relocalisation depuis les grandes villes.

L'attractivité des entreprises insulaires – majoritairement des très petites entreprises (TPE), suivi de quelques petites et moyennes entreprises (PME) et de rares grandes sociétés – fait partie des axes de travail de l'ADEC pour y attirer les profils. « Nous souhaitons primer les entreprises concernées dans une démarche de revalorisation des salaires, de fidélisation et d'élévation des compétences », décrit Olivier Mosconi.

Source : [Le quotidien de la Formation](#), Jonathan Konitz - 14 juin 2022.



Un parcours d'acquisition de compétences en entreprise pour les métiers en tension

La Région Grand Est, en parallèle des mesures gouvernementales a initié un plan régional en faveur des jeunes, pour répondre aux inquiétudes et aux problématiques d'emploi de la jeunesse face à la crise sanitaire. Le Plan Régional Jeune comporte plusieurs actions dont le Parcours d'Acquisition de Compétences en Entreprise.

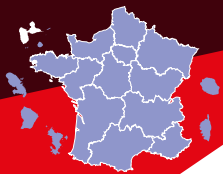
Il s'agit d'un dispositif qui permet aux jeunes, qu'ils soient diplômés ou non, d'acquérir des compétences et une première expérience professionnelle tutorée d'une durée de six mois, au sein d'entreprises.

Dans ce cadre, un **PACE spécifique aux métiers en tension**, ouvert à un public plus large que les jeunes de 18 à 29 ans, est proposé. Il s'adresse aux demandeurs d'emploi jeunes et adultes en situation de chômage de longue durée (12 mois et plus).

Face aux fortes tensions sur le marché du travail dans les secteurs habituellement en difficulté de recrutement, la Région adapte son action. Dans ce cadre, un PACE spécifique aux métiers en tension, ouvert à un public plus large que les jeunes de 18 à 29 ans, est proposé. Il s'adresse aux demandeurs d'emploi jeunes et adultes en situation de chômage de longue durée (12 mois et plus). Stagiaires et entreprises perçoivent également une aide régionale.



© Conseil régional Grand Est



GUADELOUPE

Formation professionnelle : répondre aux besoins, un impératif

Sans formation, le chemin vers l'emploi est bien plus difficile. Bien consciente de cette réalité, la Région Guadeloupe investit année après année pour étoffer l'offre de formations disponibles dans l'archipel, pour aider les habitants à acquérir les compétences adéquates sur place, voire à opter pour la mobilité nationale et internationale pour se former si besoin.

Les 15-30 ans représentent environ 16,4 % de la population guadeloupéenne, 53 % des moins de 25 ans sont au chômage.

(...)

La Région Guadeloupe encourage fortement les formations liées aux métiers des économies bleues et vertes, filières prometteuses pour l'avenir. Pour exemple, elle a signé une convention avec l'école Formaga, chantier de construction navale à Marie-Galante, et le Pôle Emploi, afin que nombre de Guadeloupéens puissent acquérir un savoir-faire nautique.

Par ailleurs, la Collectivité régionale a soutenu 2265 Guadeloupéens dans leur projet de mobilité nationale et internationale, car celle-ci constitue un levier intéressant pour se former professionnellement. Budget : 16 millions d'euros.

(...)

Focus sur le plan action jeunesse

Etabli durant l'année 2019 grâce à la tenue de plusieurs réunions du comité et la mobilisation des acteurs jeunesse, le Plan Action Jeunesse 2020-2022 comprend 48 actions concrètes couvrant tous les domaines de compétences susceptibles d'offrir des solutions d'évolution positive pour l'ensemble des jeunes guadeloupéens.

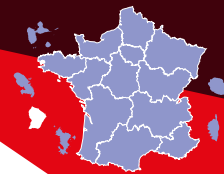
Exemples d'actions en cours :

- convention PAJ/SIG (Société Immobilière de Guadeloupe) : signatures de baux commerciaux en faveur de jeunes chefs d'entreprise incluant trois mois de gratuité au démarrage et des tarifs préférentiels durant trois ans ;
- dispositif « Challenge ton avenir » : porté avec UDE-MEDEF, ce parcours d'insertion de sportifs doit déboucher, à l'issue, sur un stage, un contrat en alternance ou un emploi (objectif de 300 bénéficiaires) ;
- accompagnement de 60 jeunes autour de projets d'insertion sociale et professionnelle.

Budget pour ce PAJ : 4,5 millions d'euros.



Source : extraits, [Région Guadeloupe Magazine](#), pp.34-35, juin 2022.



Un dispositif CTG pour favoriser le retour au péyi des forces vives



En 2022, la Collectivité Territoriale de Guyane souhaite faciliter le retour des compétences en Guyane avec le lancement d'un dispositif ambitieux d'aide au retour des forces vives : « Retour en Guyane ».

Inscrit dans les grandes orientations du Budget 2022, ce dispositif à l'étude a pour objectifs de :

- faciliter le retour en Guyane des professionnels qualifiés (avec expérience ou jeunes diplômés) ;
- favoriser le développement économique en accompagnant les entreprises dans le recrutement de profils spécialisés et/ou pour lesquels de nombreux postes restent à pourvoir.

Partenariat

L'idée est de travailler de façon partenariale, à 360°, avec un ensemble d'acteurs du territoire pour favoriser le retour des forces vives de Guyane à travers l'accès à l'emploi, l'accession au logement, l'appui aux démarches administratives, etc.

Chacun des partenaires du dispositif « Retour en Guyane » proposera ainsi un appui ou une mesure pour faciliter l'aide au retour. Des projets de conventionnement sont en cours d'études.

L'aide spécifique CTG au sein du dispositif « Retour en Guyane »

La CTG accompagnera ce « Retour en Guyane » par une aide financière sous la forme d'une prise en charge d'une partie du billet d'avion du candidat au retour.

Modalités et Calendrier

- Le projet sera voté dans les prochaines semaines en Assemblée Plénière.
- Les critères d'éligibilité et les modalités pour candidater au dispositif sont en cours de définition.
- Mise en place du dispositif d'ici à la fin du semestre.

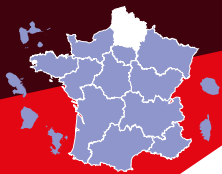
Une plateforme dédiée permettra également à moyen terme de :

- centraliser les informations, les mesures, les aides autour du dispositif ;
- d'accompagner les candidats au retour ;
- de répertorier les offres d'emploi (pour les métiers en tension pour lesquels on ne trouve pas de compétences en local).

Coût : Lors de la dernière Assemblée Plénière dédiée au Budget 2022, une enveloppe globale de 5,5 millions d'euros, qui comprend les ATE (Aides Territoriales aux Etudiants) et l'aide au billet retour, a été votée.

« Notre ambition est de faire revenir nos compétences et nos cerveaux guyanais qui pourraient, tout en se rapprochant de leurs familles et de leurs racines, œuvrer au développement économique du territoire. Notre ambition est également d'apporter une solution aux entreprises en les accompagnant dans le recrutement de main-d'œuvre qualifiée. Enfin, avec l'ensemble des acteurs mobilisés, nous souhaitons anticiper les freins afin que les retours s'inscrivent dans la durée. »

Thibault Lechat-Vega, 3^{ème} vice-président, délégué à l'Europe, aux Affaires institutionnelles, à l'Egalité et aux Relations avec les Guyanais de l'extérieur.



HAUTS-DE-FRANCE

Fabrique 4.0, « l'usine » des métiers de l'industrie



© UIMM Hauts-de-France

La Fabrique 4.0 va sillonner les Hauts de France pendant cinq ans pour faire découvrir les métiers de l'industrie.

Lancée fin mars, la Fabrique 4.0, usine mobile et ludique, propose une découverte immersive des métiers industriels. Le véhicule doit aller à la rencontre des publics et des bassins d'emploi, d'éducation et de formation dans les Hauts-de-France afin de promouvoir l'attractivité de l'industrie régionale.

Après Hénin-Beaumont et Valenciennes début avril, la Fabrique 4.0 fait escale à Maubeuge cette fin avril, et à Saint-Quentin début mai. À chaque fois, la semi-remorque se déplie pour se transformer en une usine itinérante ultra-moderne, mettant en lumière les métiers de l'industrie, de la conception à la production en passant par la maintenance, la gestion et la commercialisation. « La structure est équipée d'un atelier composé d'un condensé de technologies et d'équipements reconstituant un processus industriel, doté d'une ligne de production automatisée et connectée où convergent les technologies innovantes de l'usine du futur : hologramme, réalité virtuelle, automatisme, robotique, impression 3D... », explique Fabrice Grelier, délégué général de l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie) Hauts-de-France. Une seconde salle est équipée d'écrans tactiles, permettant de découvrir les entreprises du secteur, ainsi que les filières de formation proposées dans la région.

Faire connaître le monde de l'industrie

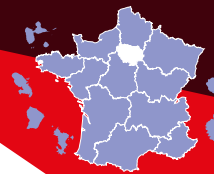
Portée par l'UIMM, la Fabrique 4.0 a pour objectif de faire découvrir la diversité des métiers, savoir-faire et compétences, tous niveaux de formation confondus, de l'industrie. Le secteur représente la première activité économique dans les Hauts-de-France, avec plus de 10 000 entreprises et 270 000 emplois à la clé. Pourtant, ce monde est souvent méconnu du grand public et souffre d'une mauvaise image. « Le rapport au travail change dans notre société, les gens veulent trouver du sens et comprendre ce qu'ils font, note Fabrice Grelier. Il faut donc répondre à cette demande et aider le public à identifier plus facilement les métiers et les trajectoires que nous proposons, notamment avec l'essor des technologies de pointe, dans de nombreux secteurs d'avenir liés, entre autres, à la transition énergétique. » Un défi d'autant plus important que, chaque année, entre 12 000 et 20 000 postes sont à pourvoir au niveau régional, et 40 % des recrutements sont jugés difficiles d'après les données de l'Opérateur de compétences interindustriel (Opco 21).

Intéresser les jeunes

L'idée de cette usine mobile est venue en 2018, après l'exposition L'Usine extraordinaire qui s'est tenue au Grand-Palais à Paris, poursuit Fabrice Grelier : « Nous nous sommes rendu compte que les jeunes étaient beaucoup plus réceptifs aux démonstrations directes. Un exemple, un avionneur qui présente ses productions sur un écran intéresse, mais moins qu'une imprimante 3D qui fabrique un avion en résine ! C'est en partant de ce constat que l'on s'est dit qu'il ne fallait pas parler de l'industrie, mais la montrer. » Ainsi, la Fabrique 4.0 propose à ses visiteurs de fabriquer eux-mêmes un objet personnalisé fabriqué sur place.

Le camion doit sillonner la région pendant cinq ans, à raison d'une trentaine d'implantations annuelles, afin d'aller à la rencontre des différents publics : jeunes, demandeurs d'emploi et professionnels de l'orientation. Avec, à chaque fois, un travail préparatoire en amont avec l'Éducation nationale et Pôle emploi...

Source : [Le Quotidien de la formation](#), Gautier Demouveau, 29 avril 2022.



Secteurs en tension : l'offre de formation éligible à l'aide régionale

Défi métiers affiche sur son moteur de recherche l'offre de formation relevant des secteurs en tension, identifiés par la Région Ile-de-France.

Depuis 2020, la Région accorde aux demandeurs d'emploi qui choisissent de se former dans les secteurs qui recrutent le plus une prime de 1000 euros. Cette prime vient compléter la rémunération déjà versée dans le cadre de la formation professionnelle du stagiaire.

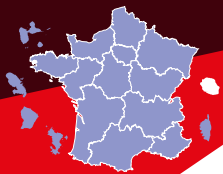
A ce jour, les **11 secteurs identifiés comme étant en tension** sont :

- Bâtiment et travaux publics ;
- Industrie ;
- Sécurité ;
- Filières sanitaires et sociales ;
- Numérique ;
- Agriculture ;
- Environnement ;
- Cadre de vie et propreté ;
- Communication ;
- Transport et logistique ;
- Hôtellerie, restauration et tourisme.

Sur le plan pratique, 300 euros sont versés au début de la formation, complétés par un second versement de 700 euros si la formation, suivie jusqu'à son terme, est d'une durée au moins égale à 600 heures.

La prime s'élève à 2000 euros pour les demandeurs d'emploi en situation de handicap qui souhaitent se former dans l'un des secteurs en tension.

Pour faciliter l'accès à cette offre relevant de l'aide régionale, Défi métiers la rend visible sur son moteur de recherche : « **Aide régionale métiers en tension** ». Une extraction de ces formations éligibles est également possible en fichier CSV/XLS.



LA RÉUNION

Une « semaine de l'excellence pays » pour motiver des jeunes en formation



Au lycée professionnel hôtelier La Renaissance, à Saint-Paul de la Réunion.

Le Centre de formation des apprentis académique a accueilli 3 meilleurs ouvriers de France en avril dernier au lycée professionnel hôtelier La Renaissance. Pendant une semaine, ils ont dispensé masters classes et enseignements et apporté des conseils à des élèves et leurs encadrants. Une première édition qui ne sera a priori pas la dernière...

Mettre en lumière des métiers en tension. C'était là l'un des objectifs de la première édition de la « semaine de l'excellence pays », tenue du 11 au 15 avril, à la Réunion. Le CFA académique portait ce projet depuis deux ans déjà, mais les confinements successifs en avaient décidé autrement.

Le principe ? Le lycée professionnel hôtelier La Renaissance a accueilli pendant 5 jours 3 meilleurs ouvriers de France. Un barman, un glacier et un boulanger.

150 jeunes bénéficiaires

Répartis en plusieurs groupes, 150 élèves et apprentis, mais aussi 20 de leurs enseignants et 70 professionnels qui peuvent parfois être leurs tuteurs ou maîtres d'apprentissage ont pu bénéficier d'un partage des savoirs de ces professionnels. Au travers

de plusieurs formats : les élèves et apprentis ont pu les assister dans leurs travaux, ou, avec leurs enseignants et les professionnels, assister à des masters classes.

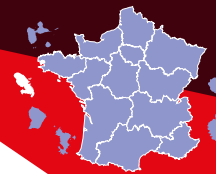
Les jeunes ont été impressionnés par la quantité de choses produites par ces meilleurs ouvriers de France en si peu de temps, observe-t-on au CFA. De même, ils sont apparus aussi très motivés et l'émulation était palpable certains allant jusqu'à se promettre de tenter, eux aussi, un jour, ce difficile concours. Lorsqu'ils ont entendu les meilleurs ouvriers de France confier avoir dû passer les épreuves à plusieurs reprises avant de décrocher le titre, ils ont aussi compris qu'un échec n'en était pas toujours un...

Des modalités pédagogiques complémentaires

Pour leur part, les enseignants se sont vus appuyés dans la guidance par des façons de faire complémentaires avec leurs habituelles modalités pédagogiques. De plus, les élèves se montraient tout particulièrement attentifs aux propos de ces intervenants extérieurs.

Réalisés avec des matières premières locales, les mets ont ensuite été partagés lors d'un cocktail déjeunatoire le dernier jour avec les partenaires du CFA académique, à l'image des missions locales ou de Pôle Emploi. Avec en tête l'idée d'organiser ensemble l'édition 2023... Tous sont déjà à pied d'œuvre.

Source : [Le quotidien de la formation](#), Sophie Massieu, 12 mai 2022.



MARTINIQUE

« Un métier pour vous » : focus sur des métiers en tension dans des secteurs d'activité dynamiques !

Un métier en tension correspond à des difficultés à recruter. Selon l'enquête Besoins en main-d'œuvre (BMO) réalisée par Pôle emploi pour 2022, 58 % des recrutements sont jugés difficiles par les entreprises en 2022 (contre 44,4 % en 2018). Les employeurs anticipent donc davantage de difficultés de recrutement en France...

En Martinique, les besoins associés à un renouvellement des départs à la retraite entraînent des tensions sur des métiers dont la spécificité et la normalisation conditionnent les embauches.

Pour se préparer à la vie professionnelle dès la formation initiale, construire son projet ou ultérieurement adapter ses compétences ou en acquérir de nouvelles, il faut pouvoir accéder à une information complète sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés.

L'AGEFMA, à travers son CARIF-OREF, joue un rôle essentiel de centralisateur d'informations.

Une des missions de l'AGEFMA est d'accompagner la mise en œuvre de la politique publique en matière d'orientation et de formation professionnelle.

Dans le contexte actuel de mutation et de crise sociétale, cette mission se révèle encore plus centrale. La formation constitue, en effet, plus que jamais un outil incontournable dans le parcours de tout individu, qu'il soit scolaire, étudiant, salarié ou demandeur d'emploi.

La formation professionnelle continue a ainsi pour objectif de renforcer l'égalité des chances, d'accompagner les mutations du travail en offrant des réponses rapides à des besoins conjoncturels, mais également de favoriser la promotion des individus par le développement de l'insertion sociale et professionnelle des publics jeunes et adultes.

Dans ce contexte de mutation, l'accès à l'information sur les métiers et la formation apparaît comme un élément clé de la sécurisation des parcours professionnels.

Ainsi, avec pour objectifs de :

- enrichir l'orientation de tous et la connaissance des métiers ainsi que l'offre de formation correspondante accessible en Martinique ;
- être placé au cœur et dans les réalités du métier ;
- avoir une vision générale du métier ;
- mieux appréhender les filières et passerelles entre métiers ;
- proposer de nouvelles pistes d'insertion et de formation.

L'AGEFMA a réalisé 20 films d'information sur les métiers en tension « Un métier pour vous ». Il s'agit de films de 4 à 5 minutes.

Ce projet s'inscrit dans le droit fil de la stratégie territoriale de formation professionnelle de la Collectivité territoriale de Martinique et des conclusions des différents contrats d'études prospectives menés sur le territoire. Cette démarche s'inspire également de la liste régionale des métiers porteurs en région Martinique, validée par le CREFOP.

Découvrez les vidéos « Un métier pour vous » conçus par l'Agefma, via la chaîne YouTube, par exemple :

- [Réparateur automobile](#)
- [Capitaine de la marine marchande](#)
- [Chef mécanicien de la marine marchande](#)
- [Plombier Installateur sanitaire et thermique](#)
- [Plâtrier-Plaquiste](#)
- [Administrateur réseaux](#)
- [Exploitant agricole](#)
- [Technicien.ne fibre optique](#)
- [Pâtissier – Pâtissière](#)



Six autres vidéos sont en cours de réalisation, dont :

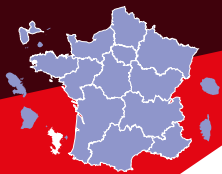
- Aide à Domicile
- Aide-soignant.e
- Agenceur d'intérieur.

Pour plus d'informations :

Site web [AGEFMA](#)

Site web [SeFormerEnMartinique](#)

Sources : [Agefma](#), août 2022 et France Antilles Martinique, 9 août 2022.



MAYOTTE

Élaboration du plan de développement des compétences sanitaire, médico-social et social

Un ambitieux projet baptisé SUHA NA MAECHA (SANTÉ ET VIE) visant le développement des compétences des professionnels des secteurs sanitaire, médico-social et social à Mayotte a été lancé en février 2021. Ce projet porté par le CARIF-OREF Mayotte avec l'appui d'une assistance à maîtrise d'ouvrage, est financé par l'AFD, l'ARS et le Conseil Départemental et l'État au travers du pacte ultramarin d'investissement dans les compétences (PUIC).

Ce projet de 2 années (jusqu'en février 2023) a pour objectifs de :

- renforcer sur le plan qualitatif et quantitatif les effectifs des secteurs sanitaire, social et médico-social ;
- renforcer les capacités du CARIF-OREF et des autres acteurs de la formation professionnelle ;
- développer l'offre de formation professionnelle, afin d'enrichir les compétences des professionnels de ces secteurs au service des patients et des usagers accompagnés.

Le projet scindé en plusieurs phases a démarré avec un diagnostic territorial des ressources humaines et de l'offre de formation auprès des structures en 2021. Il montrait que le secteur sanitaire et social faisait l'objet de difficultés récurrentes de recrutement et de maintien dans l'emploi, avec de nombreux postes non pourvus dans de nombreux métiers. Le niveau de compétences est globalement en dessous des référentiels métiers et l'offre d'accompagnement est faible. Ce qui fait de Mayotte le plus grand désert médical et social.



ARS Mayotte - Santé.fr

Parallèlement, les acteurs de la formation font face à des difficultés à recruter et à stabiliser les formateurs venant de la métropole. Ils sont également soumis à des contraintes matérielles et de locaux ainsi qu'un déficit de candidats avec les prérequis pour accéder à l'offre de formation.

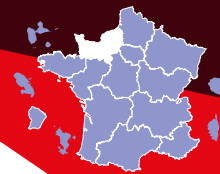
Partant de ces constats, il a été établi un Plan de Développement des Compétences (PDC) pour les secteurs concernés. Le PDC est composé de 22 fiches actions prioritaires articulées autour de 4 thématiques (la gouvernance, la formation initiale, la formation professionnelle et l'attractivité du territoire). La mise en œuvre du PDC sera facilitée par le développement d'un Outil d'aide à la décision (OAD) qui est en cours de finalisation.

En effet, l'OAD, dénommé DAFINÉ faisant fonction d'observatoire, sera alimenté par les données des « référents données » de chacune des structures du secteur du sanitaire, social, et médicosocial. Ces référents sont les interlocuteurs privilégiés du Carif-Oref pour la collecte des données chiffrées, en lien avec les besoins RH au nom de leur structure ou de leurs services. L'outil permettra donc une actualisation permanente des données pour une meilleure adaptation de la mise en œuvre des fiches actions.

Cette année 2022 voit le déploiement des actions prioritaires et la mise en place du dispositif permettant de les évaluer et d'en assurer le suivi. Deux réunions du comité stratégique du PDC ont déjà eu lieu et ont permis de valider les priorités et les orientations stratégiques du projet. Ce comité rassemble le Conseil départemental, la Deets, la préfecture, l'AFD, l'ARS, le Carif-Oref, Pôle emploi, le rectorat et l'association des maires de Mayotte. En février 2023, la mission fera l'objet de restitutions pour assurer la pérennisation et transférer les compétences aux équipes du Carif-Oref.

Ainsi, ce projet participatif qui associe l'ensemble des acteurs concernés, devrait permettre la montée en compétences des acteurs des secteurs sanitaire, médicosocial et social, mais aussi de répondre aux emplois non pourvus à Mayotte et in fine, lutter contre le désert médical et social.

Source : CARIF-OREF Mayotte avec l'appui de Centre Inffo, DREI, août 2022.



NORMANDIE

Lancement de la 1^{re} édition des « Métiers en tournée »

Prévue en janvier mais reportée à cause du contexte sanitaire, la première édition de l'opération « **Les Métiers en tournée** » organisée par la Région Normandie va sillonner le territoire normand pour sensibiliser aux métiers en tension, et aider les visiteurs à s'orienter ou se réorienter.

Traduction sur le terrain de la compétence régionale « information sur les métiers et les formations » héritée de la loi du 5 septembre 2018, la première édition de l'opération « Les Métiers en tournée » se déroule sur le territoire normand du 22 février au 1^{er} juin 2022. Portée par la Région et l'Agence régionale de l'orientation et des métiers, la manifestation fera halte dans huit villes de taille moyenne comme Fécamp, Dieppe, Alençon, etc. pour faire découvrir aux curieux les métiers en tension au niveau local, les filières normandes d'excellence et surtout les formations à suivre pour les intégrer.

Des animations et un premier niveau de conseil

A chaque étape, l'Agence proposera aux visiteurs des animations – parcours immersifs en réalité virtuelle, vidéos, escape game, etc. – et un premier niveau de conseil d'orientation pour construire son parcours. « Une fois le suivi engagé avec une personne, le but est de lui proposer une première expérience en entreprise, un stage par exemple », précise David Margueritte, vice-président en charge de l'emploi, de la formation, de l'orientation et de l'apprentissage.

Une manifestation qui s'adresse à tous les publics

Fédérations professionnelles, prestataires de formation, opérateurs de compétences, etc. : à chaque étape, différents partenaires - 80 au total -, se joindront à l'opération, avec parfois leur propre véhicule de démonstration. Pas de public cible pour cet événement, « collégiens, lycéens, demandeurs d'emploi, personne en reconversion professionnelle : tout le monde est le bienvenu. »

Insuffler une dynamique territoriale autour de l'orientation

Derrière la volonté d'informer, l'autre raison d'être des « Métiers en tournée » est de « fédérer les acteurs de l'orientation, de mettre les territoires en

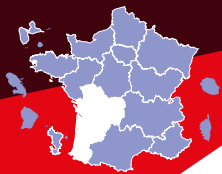


action autour de cette thématique. Pour avoir une politique qui parle à tout le monde, il faut aller sur le terrain et créer des événements », constate David Margueritte. Avant de poursuivre : « C'est une manière de dire : oui, en effet, l'orientation est une compétence qui appartient à la Région, mais cette compétence a vocation à être massifiée. C'est le début d'une dynamique collective. »

Une vitrine pour l'Agence régionale d'orientation et des métiers

En plus de vouloir développer l'offre de services de la Région en matière d'orientation, David Margueritte espère ainsi sensibiliser les intercommunalités sur le sujet « en contractualisant avec elles. ». L'opération « Les Métiers en tournée » symbolise l'arrivée de l'Agence régionale de l'orientation et des métiers sur les territoires qui, jusqu'à présent, n'étaient pas couverts par ses services. Elle offre ainsi de la visibilité à l'Agence régionale, née en janvier 2020, dont l'action avait été perturbée dès ses débuts par l'épidémie de Covid-19. Cette manifestation itinérante constitue le complément, « en amont et en aval » du Salon régional de l'orientation et des métiers, l'autre temps fort de l'orientation en Normandie, qui aura lieu du 24 au 26 mars.

Source : [Le quotidien de la formation](#), Jonathan Konitz, 22 février 2022.



NOUVELLE-AQUITAINE

La Nouvelle-Aquitaine reconstruit le pôle BTP de l'Agri Campus de la Vienne



A l'Agri Campus de Venours, sur la commune de Rouillé (Vienne), au sud de Poitiers, on forme aussi des apprentis aux métiers des travaux publics.

La Région investit 2,4 millions d'euros pour moderniser une filière vieillissante et inadaptée aux réalités des entreprises.

Des vaches, des champs, du miel et des... pelle-teuses. A l'Agri Campus de Venours, sur la commune de Rouillé (Vienne), au sud de Poitiers, on forme aussi des apprentis aux métiers des travaux publics. Et cela n'a rien d'anecdotique : « si l'agriculture est notre dominante avec 60 % de nos effectifs, le BTP représente tout de même les 40 % restants. Nous avons l'ambition de nous inscrire en complémentarité de l'Ecole d'Application aux métiers des Travaux Publics d'Egletons, en Corrèze. Nous formons 20 % des apprentis en BTP de la Nouvelle-Aquitaine », pose Raphaël Roturier, directeur du Centre de formation départemental d'apprentis agricoles (CDFAA) de la Vienne, établissement de rattachement de la filière "travaux publics paysage". Ici, entre 80 et 90 jeunes peuvent préparer le titre professionnel « conducteur pelle hydraulique et de chargeuse pelleteuse »

(CPHCP), celui de « maçon voiries et réseaux divers » (MVRD), ou encore le CAP « conducteur engins travaux publics et carrières » (CETPC). Mais la filière est fragilisée par un plateau technique « à la limite de la conformité », des engins vieillissants, et l'absence de matériels qui constituent pourtant la base sur les chantiers.

« Cela ne correspond plus à ce qu'on attend en entreprise »

« Ce que nous avons ne correspond plus du tout à ce qu'on attend en entreprise, nous souhaitons donc remettre l'ensemble de nos équipements au goût du jour ». Un véritable espace de formation va ainsi être aménagé, le plateau dédié aux métiers à pied de la voirie, déménager, et une douzaine d'engins seront remplacés. Coût de l'opération : 2,4 millions d'euros, intégralement pris en charge par la Région Nouvelle-Aquitaine. « Bien que nous n'ayons plus la compétence de l'apprentissage, nous continuons d'investir parce que nous considérons qu'il faut du matériel digne de ce nom et de bonnes conditions de travail pour garder l'attractivité d'une formation », assume Karine Desroses, vice-présidente de Nouvelle-Aquitaine chargée de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'emploi, sur place lundi 23 mai. La collectivité a d'ailleurs rajouté 100 000 euros pour des études préalables au déménagement du plateau voirie.

Montée en gamme

Dans la perspective de sa renaissance, la filière envisage une montée en gamme : deux nouveaux simulateurs de conduite d'engins, « outils très attractifs et dynamiques », doubleront le parc existant, tandis que les pratiques pédagogiques se modernisent déjà. Enfin, le CDFAA qui se prend à rêver d'une filière génie écologique, aimerait décrocher le label Excellences TP, reconnaissance majeure de la profession.

Source : [Le quotidien de la formation](#), Benoît Caurette, 9 juin 2022.



OCCITANIE

Pacte pour l'embauche

En Occitanie, le taux de chômage reste élevé alors que des offres ne trouvent pas de candidats. Afin de lever les freins à l'emploi, la Région et plus de 50 partenaires se mobilisent avec le Pacte pour l'embauche, un pack de mesures concrètes et adaptées aux besoins de chaque territoire.

Dans un contexte marqué par deux ans de pandémie et renforcé par l'incertitude autour de la guerre en Ukraine, l'Occitanie vit une situation économique paradoxale : la reprise se fait sentir, mais son taux de chômage reste élevé. Il coexiste des entreprises qui ne parviennent pas à recruter et des candidats qui ne trouvent pas leur place sur le marché du travail. Pour lever les freins à l'emploi, la Région est à l'initiative du Pacte pour l'embauche en Occitanie, une démarche partenariale inédite qui mobilise collectivités, organismes professionnels et acteurs de terrain. Concrètement, ce Pacte comprend 40 premières actions, dont 15 mesures phares adaptées aux besoins des entreprises, demandeurs d'emploi, et salariés en reconversion.

« Dans le contexte social et économique que nous traversons, les entreprises, les jeunes, les demandeurs d'emploi et salariés en reconversion ont plus que jamais besoin de solutions opérationnelles, accessibles, pour recruter et accéder à l'emploi ». Carole Delga, présidente de Région.

Un Pacte adapté aux besoins de chacun

Près de 600 000 personnes ne trouvent pas leur place sur le marché du travail en Occitanie.

Accéder à un logement, faire garder son enfant, se déplacer vers son lieu de travail... Autant de difficultés qui empêchent les demandeurs d'emploi de trouver facilement un travail. Il est primordial de lever ces freins pour ne laisser personne au bord du chemin. Et pour atteindre cet objectif, la Région va s'appuyer sur l'offre de ses partenaires. Le Pacte pour l'embauche propose ainsi aux candidats des aides concrètes et opérationnelles, qui fonctionneront dès qu'on les sollicitera.

En Occitanie, près d'une entreprise sur deux ne parvient pas à trouver de candidat

Les employeurs font également face à des difficultés de recrutement. Là encore, le Pacte pour l'em-



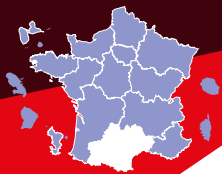
© Ferrer Fabien - Région Occitanie

Agir de façon concertée, collective et en proximité avec la réalité des bassins d'emplois, c'est l'objectif du Pacte pour l'embauche en Occitanie

bauche va proposer des solutions. Ils pourront en effet compter sur un service d'accompagnement en amont et en aval de l'embauche, comme la rédaction d'une offre plus attractive. Ces propositions d'emploi seront ensuite mises en avant via la mention « Pacte pour l'embauche en Occitanie ». Elle indiquera aux candidats la possibilité d'être accompagnés par la Région ou ses partenaires en renvoyant vers un numéro vert.

Des actions de proximité

Fruit d'un partenariat entre acteurs publics et privés, le **Pacte pour l'embauche est une démarche** en « pack ». Il s'appuie sur l'offre existante en matière d'accompagnement à l'emploi, tout en renforçant ce qui existe déjà, pour le proposer au plus grand nombre. Cette implication des acteurs publics et privés a pour ambition de lever méthodiquement les freins à l'embauche, pour répondre aux besoins des entreprises et attirer les demandeurs d'emploi vers les métiers les plus en tension, et sur tous les bassins de vie (territoires ruraux, métropolitains, zones touristiques...).



OCCITANIE

15 mesures phares pour booster l'emploi

Des solutions pour l'emploi et les freins du quotidien

Plusieurs leviers sont identifiés, notamment en direction des personnes les plus éloignées de l'emploi. Dès avril 2022, une vaste campagne de recrutement va être lancée avec la SNCF, dans le cadre de l'opération « *Un emploi en bas de chez soi* », pour faciliter l'insertion des publics issus des quartiers prioritaires. Des séances de coaching individuel seront également proposées dans les bassins d'emploi prioritaires comme celui de la *Mecanic Valley*, et une aide régionale pourra être sollicitée pour la garde d'enfant. Par ailleurs, la Région encourage les vocations. Elle expérimente le [revenu régional écologique jeunes](#) pour inciter les 18-29 ans à se tourner vers les métiers verts, et organise des opérations de découverte des métiers agricoles.

Des conditions de travail améliorées pour les salariés en reconversion

Afin de favoriser le retour ou le maintien à l'emploi, la Région élargit l'aide régionale à la mobilité des demandeurs d'emploi à de nouveaux publics et

aux entreprises. Dans le même temps, le [dispositif Passerelles Industries](#) sera boosté pour positionner 5 000 demandeurs d'emploi sur les métiers en tension de l'industrie. Par ailleurs, un nouvel accompagnement sera proposé aux personnes en situation de handicap pour les aider à reconstruire leur projet professionnel.

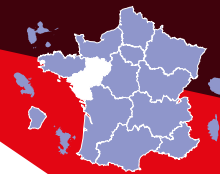
Des employeurs soutenus dans leurs recrutements

Les entreprises aidées par la Région seront encouragées à accueillir des demandeurs d'emploi, apprentis et stagiaires en immersion. Elles seront également accompagnées dans leurs projets d'embauche, notamment pour mutualiser les compétences des salariés *via* les [groupements d'employeurs](#). L'objectif : créer 500 emplois d'ici 2025 sur les territoires en tension de recrutement. Des solutions d'hébergement temporaire seront en outre accordées aux salariés saisonniers et aux preneurs d'offres sur les métiers en tension, et des contrats de progrès seront expérimentés pour inviter les entreprises à proposer de meilleures conditions de vie au travail.

Le Pacte sera décliné dans tous les départements de la Région. Les 13 Départements, les Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les communes seront fortement associés au développement du Pacte sur tous les territoires dès ce printemps, comme le [Conseil Départemental de la Haute-Garonne](#), et les Métropoles de [Toulouse](#) et de [Montpellier](#) aujourd'hui.

En proximité, des équipes dédiées seront présentes pour informer tous les publics sur les aides disponibles et les orienter vers le bon partenaire au sein des [Maisons de Région](#) et sur les [salons TAF](#) (Travail-Avenir-Formation).

Chiffres clés : 15 millions d'euros sont mobilisés par la Région pour l'ensemble des actions du Pacte en 2022.



PAYS DE LA LOIRE

Les Pays de la Loire renouvellent leur marché régional de formation

A l'occasion de sa session de printemps, le Conseil régional ligérien a voté le renouvellement de ses marchés publics de formation professionnelle à compter du 1^{er} janvier 2023. André Martin, vice-président de la Région en charge de la formation et de l'emploi, en présente les contours et les nouveautés. Réunis en session plénière le 24 mars, les élus du Conseil régional des Pays de la Loire ont voté une série de mesures concernant la formation des demandeurs d'emploi. Parmi elles, la création de 32 000 places de formation en 2022 dans le cadre du Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC).

Nouvelle donne financière

Mais, cette session a surtout été l'occasion pour la Région d'adopter le renouvellement de ses marchés publics de formation professionnelle. Une décision dictée par le contexte du nouveau mandat présidentiel. « Pour 2023, la Région confirme son enveloppe de 103 millions d'euros en fonds propre. Mais l'État ne peut s'engager que sur 75 millions d'euros [contre 93 millions d'euros en 2022]. C'est pourquoi nous avons adapté notre commande publique », présente André Martin, vice-président de la Région en charge de la jeunesse, de l'emploi, des formations, des lycées et de l'orientation. Les marchés en cours au 1^{er} janvier 2023, date d'entrée en vigueur des nouveaux marchés, ne seront donc pas reconduits. « Nous avons souhaité que tout le monde ait le même calendrier, pour être réaligné sur cette nouvelle donne de financement », explique-t-il.

Dialogue avec les branches professionnelles

Un volet de la nouvelle commande publique ligérienne sera consacré à l'offre de formation qualifiante régionale « Visa métiers » (95 lots). « Cela va permettre de toucher tous les secteurs, dans tous les départements, pour répondre aux besoins en compétences des métiers en tension », décrit André Martin. Si les marchés régionaux doivent courir jusqu'à 2026, ils seront désormais annualisés. « Grâce aux [contrats d'objectifs sectoriels](#) que nous avons mis en place, nous rédigerons chaque année avec les branches professionnelles les bons de commande annuels et préciserons les formations, leur niveau... », explique l'élu régional. La volonté d'ouvrir les places de formation aux métiers en tension même lorsque peu de stagiaires y sont inscrits est par ailleurs réaffirmée. « Nous prévoyons un forfait permettant de



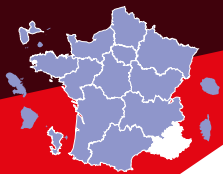
André Martin, vice-président du Conseil régional des Pays de la Loire, président de la commission jeunesse, emploi, formations, lycée et orientation. © Région Pays de la Loire – Oues Médias

couvrir les frais fixes, c'est-à-dire l'ingénierie, afin de permettre à nos prestataires de faire face aux premières charges engagées pour accueillir les stagiaires et de démarrer la formation », précise-t-il.

Fusion des dispositifs pré-qualifiants

Un second volet portera sur une nouvelle offre de formation régionale « Prépa » destinée aux personnes les moins qualifiées et les plus éloignées de l'emploi. Elle fusionne les dispositifs « Prépa clés » de formation aux compétences de base et « Prépa Avenir » d'aide à la définition du projet professionnel. « A mon grand regret, la Prépa clés n'attirait pas les foules et les stagiaires poursuivant après en Visa métiers avaient des lacunes. Désormais, quelqu'un qui définit son projet professionnel devra aussi valider les compétences clés, pour qu'après ce ne soit pas bloquant. Là-dessus, nous allons être intransi-gnants », avertit André Martin. Cette commande portera sur 21 lots. « 18 lots correspondent aux bassins d'emploi. Il y en aura trois autres qui concernent les prépas au DAEU [diplôme d'accès aux études universitaires] dans les universités du 44 [Loire-Atlantique], du 49 [Maine-et-Loire] et du 72 [Sarthe] », détaille-t-il.

Source : [Le quotidien de la formation](#), Raphaëlle Pienne - 31 mars 2022



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

L'État et la Région PACA signent un accord pour former aux métiers en tension



La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) va bénéficier d'une enveloppe de plus de 31 millions d'euros visant à résoudre les difficultés de recrutement grâce à la formation. Ce financement issu du plan national de réduction des tensions de recrutement vient compléter les fonds déjà mobilisés dans le cadre du plan d'investissement dans les compétences (Pic) et du plan de relance.

La ministre du Travail Elisabeth Borne et la Haut-commissaire aux compétences Carine Seiler étaient en déplacement à Marseille jeudi 9 décembre pour signer avec Renaud Muselier, président du Conseil régional de PACA, un accord-cadre de déploiement du [plan de réduction des tensions de recrutement](#) dans la région.

Plus de 4 500 formations complémentaires

C'est le second déplacement de la ministre du Travail cette année à Marseille. En janvier, celle-ci avait en effet déjà signé avec la Région PACA [un accord « pour l'investissement dans les compétences dans le cadre du plan de relance »](#). Il prévoyait un financement de 32,19 millions d'euros, venant compléter les fonds déjà mobilisés dans le cadre du pacte régional d'investissement dans les compétences. « Aujourd'hui, nous engageons un investissement supplémentaire de 31,52 millions d'euros pour 4 505

formations complémentaires », a présenté Renaud Muselier dans son discours précédant la signature du nouvel accord.

Cette nouvelle enveloppe doit permettre de faciliter la reconversion des salariés et de renforcer l'effort de formation pour répondre aux difficultés des secteurs en tension. Le président du Conseil régional a également avancé la priorité de « remettre en activité les demandeurs d'emploi de longue durée, avec l'objectif de permettre aux chômeurs sans activité depuis plus de deux ans de retrouver un emploi d'ici six mois ». Il a par ailleurs évoqué la création d'une école de manipulateur radio dans le Var.

Innovation dans la formation

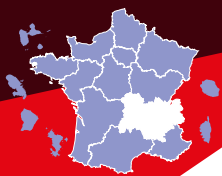
Les difficultés de recrutement sont néanmoins multifactorielles, et ne sauraient être résolues par une réponse unique. « Comment expliquer qu'il manque en France 100 000 personnes pour répondre aux besoins des acteurs du tourisme, quand nos places de formation ne sont remplies qu'à 70 % ? [...]. Ouvrir des places de formation ne suffit plus, nous devons innover et trouver de nouvelles solutions », a déclaré Renaud Muselier.

Parmi les pistes de solutions mises en œuvre en PACA, le président du Conseil régional a évoqué le futur vote en ce mois de décembre d'un « plan régional pour la professionnalisation des acteurs touristiques », ainsi que le « fonds Sud Compétences et le financement direct des actions de formations collectives préalables au recrutement pour les entreprises, un dispositif unique en France ». A la suite de la signature de l'accord, Renaud Muselier et Elisabeth Borne ont par ailleurs visité « L'Épopée » : un village d'innovations éducatives situé dans les quartiers Nord de Marseille.

Source : [Le quotidien de la formation](#), Raphaëlle Pienne, 14 décembre 2021.

TRANSITION PROFESSIONNELLE





AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Le fonds d'investissement de la Région s'ouvre à l'épargne des habitants, une première en France



« Votre épargne peut servir les entreprises de votre région. Le président de la Région, Laurent Wauquiez, a annoncé l'ouverture du fonds souverain régional à l'épargne des habitants. »

Les investisseurs particuliers pourront désormais placer leur argent au sein du fonds souverain régional. **Cet outil sera exclusivement distribué par Groupama Rhône-Alpes Auvergne, géré par SIPAREX et assuré par APICIL**, afin que leur épargne finance les entreprises et les emplois de notre territoire, une première en France.

La crise sanitaire a eu des effets multiples sur l'économie nationale. Elle a d'abord été la criante illustration de la dépendance de notre pays aux importations. Et donc de l'urgence d'investir pour développer notre industrie et assurer ainsi notre souveraineté. C'est pourquoi, en mars 2021, la Région lançait son fonds souverain, géré par SIPAREX. **Celui-ci cible les PME et ETI régionales non cotées du secteur industriel avec une orientation envers les domaines qui font l'excellence de notre territoire.**

A ce jour, ce fonds a déjà réalisé 5 investissements répartis sur 3 départements de la Région (Ain, Cantal, Rhône) et couvrant les secteurs de l'agro-alimentaire, de l'industrie et du verre, des services à l'industrie, du tourisme et du retail. **Ces cinq premiers investissements (Groupe Mas Miquel, Eco-Déchets, Pignat, MiHotel, COTELAC) sont à l'image de la grande diversité sectorielle présente en Auvergne Rhône-Alpes.**

Ce Fonds Souverain dispose d'une double vocation. D'abord offensive pour accompagner nos entreprises à franchir un cap, à investir, à innover. Mais aussi défensive pour soutenir nos savoir-faire et nos emplois dans ce contexte d'après-crise. Auvergne-Rhône-Alpes est la première région industrielle de France, grâce à des entreprises innovantes et stratégiques. Il s'agit d'un secteur d'avenir, que la Région accompagne depuis 2016.

Convaincue de la rentabilité de ce secteur de pointe, **la Région a donc décidé d'étendre, à l'épargne des**

investisseurs particuliers, son fonds souverain, via le FCPR-Préférence Région Auvergne-Rhône-Alpes. Ce FCPR proposera également aux particuliers un accès diversifié à d'autres fonds de capital investissement, leur offrant ainsi les mêmes opportunités que des clients institutionnels. Ce **nouveau produit financier**, inédit en France, est le fruit d'une collaboration étroite entre plusieurs acteurs, illustrant leur attachement au développement du tissu économique d'Auvergne-Rhône-Alpes. SIPAREX, d'abord, qui gère le fonds et qui apporte toute son expertise financière. Le Groupe APICIL, via sa structure APICIL Epargne, qui assure le fonds. Et Groupama Rhône-Alpes Auvergne qui en sera le distributeur exclusif.

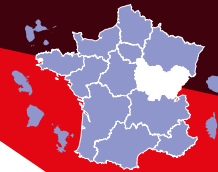
Ces 3 partenaires ont déjà partagé une expérience commune au travers de précédentes initiatives : depuis 2014 un partenariat commercial pour le développement d'assurance vie en fonds euro avec Groupama Rhône-Alpes Auvergne et APICIL et d'autre part, l'investissement par APICIL et Groupama Rhône-Alpes Auvergne dans le FRI piloté par SIPAREX.

Porté par un contrat d'assurance vie, ce FCPR sera ouvert jusqu'au 31 décembre 2022 aux épargnants, à partir de 6 000 euros. Il s'agit d'un placement à long terme dont l'objectif est de soutenir l'activité industrielle régionale et les entreprises de nos territoires.

Le niveau d'épargne des Français atteint aujourd'hui des records, alors même que nombreux sont nos concitoyens à exprimer le besoin de donner plus de sens à l'engagement de leur épargne. C'est ce qui leur sera permis avec ce nouvel outil financier : ils pourront placer leur argent dans un fonds dont la principale vocation est la défense de l'industrie régionale, de soutenir des entreprises proches de chez eux, de protéger nos emplois et notre économie d'abord.

La préférence régionale est l'un des piliers de l'action de la Région depuis 2016. Le fonds souverain en était déjà une première illustration. Ces dispositifs s'intègrent dans le Plan stratégique de relocalisation de la Région, voté en décembre 2021. Ce dernier a permis de dédier 1,2 milliard d'euros sur 6 ans au soutien aux projets de relocalisation et à l'industrie régionale. Son objectif est de ramener 30 000 emplois en Auvergne-Rhône-Alpes. Plus de 100 projets sont actuellement soutenus par la Région via le Plan de relocalisation : ce sont déjà 3 100 emplois qui vont être créés.

Source : site [Région Auvergne-Rhône-Alpes](https://www.region-auvergne-rhone-alpes.fr) - 19 mai 2022.



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Marie-Guite Dufay : « Nous sommes une terre d'industrie et nous devons le rester »

La présidente de Région Marie-Guite Dufay a réuni les élus régionaux en session plénière les 23 et 24 juin 2022. Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internalisation (SRDEII), transition écologique et fonds européen d'investissement étaient au cœur des débats de cette seconde journée.

« Le Schéma régional est une stratégie pour relever les défis du futur. Demain, il impactera nos relations avec les différents territoires français. Nous devons impulser une nouvelle ambition à l'économie régionale, après avoir subi de plein fouet la crise sanitaire, puis une guerre à nos portes », a indiqué Nicolas Soret, vice-président en charge de l'économie, lors de l'Assemblée Plénière.

Pendant neuf mois, Nicolas Soret est parti à la rencontre des acteurs économiques locaux pour adapter au mieux le SRDEII aux réalités actuelles. « En Haute-Saône, comme dans le Doubs ou en Saône-et-Loire, j'ai rencontré des entrepreneurs et des salariés demandeurs d'être épaulés et accompagnés », expose-t-il avec détermination. « Nous devons relever ces défis propres à notre territoire, innover et muscler nos écosystèmes ».



Assemblée plénière du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, 23 juin 2022

Huit ateliers de concertation à travers la région

Pour élaborer ce nouveau schéma, la collectivité a invité les acteurs économiques de la région à proposer des idées et exposer leurs besoins sur un [site en ligne](#). « Nous avons reçu 600 sollicitations sur une multitude de sujets comme la formation, l'emploi ou

la transition écologique », précise le vice-président. Huit ateliers de concertation ont aussi été organisés à travers le territoire, où douze grands enjeux ont été débattus, comme la transition écologique, la formation ou l'innovation.

« Nous devons rester une terre d'industrie »

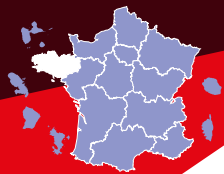
« Ces concertations nous ont permis de définir les grands défis à relever ensemble. Réussir toutes les transitions, renforcer l'attractivité de notre territoire, suivre les évolutions de l'industrie et soutenir l'économie de proximité font partie de nos priorités », mentionne Nicolas Soret. « Et c'est de l'industrie que découle cette économie de proximité », tient à préciser Marie-Guite Dufay. « Nous sommes une terre d'industrie depuis toujours et nous devons le rester. Pour cela, aider les petites et moyennes entreprises est primordial », ajoute la présidente.



Marie-Guite Dufay, présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté

Autre grande innovation de ce schéma 2022-2028 : le renforcement de la coopération entre la Région et les intercommunalités. « Nous devons allier nos compétences aux intercommunalités du territoire, tout comme avec l'Europe et l'État, pour piloter au mieux l'action économique dans un monde de plus en plus complexe », conclut Nicolas Soret.

Source : site [Région Bourgogne-Franche-Comté](#), 24 juin 2022.



BRETAGNE

La Région Bretagne et Pôle emploi cofinancent douze formations de techniciens de maintenance pour éoliennes offshore



Alors qu'un parc éolien va être installé dans la baie de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), le Conseil régional de Bretagne s'associe avec l'entreprise Vulcain et Pôle emploi pour former douze techniciens de maintenance et de préservation offshore des équipements bas des éoliennes. L'action s'inscrit dans la gamme Qualif Emploi et durera de mars à mai.

Pour marquer le soutien de la Région Bretagne au développement des énergies marines, son président, Loïg Chesnais-Girard, s'est rendu lui-même au pôle formation de l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie), à Plérin (Côtes-d'Armor), jeudi 20 janvier. « *La Bretagne n'est pas énergétiquement autonome (...). Il nous est donc indispensable de produire des énergies nouvelles et parmi elles, les énergies marines* », a-t-il déclaré, avant de préciser que « *la filière industrielle des énergies marines (...) constitue un enjeu de développement majeur pour la Bretagne* », situant la formation de douze techniciens de maintenance des éoliennes dans une dynamique régionale plus ample.

« *Former et recruter localement, sur ces activités de maintenance qui s'étendront sur la durée de vie du champ éolien nous semble un élément important de ce projet s'inscrivant durablement en Bretagne* », a confirmé Alban Guilloteau, président-directeur général du groupe Vulcain Engineering, sous-traitant en charge de l'entretien de la partie émergée des éoliennes (hors pâles et turbines).

Du travail dès l'été 2022

Inscrite dans la gamme Qualif emploi, cette formation gratuite s'adresse aux chômeurs et personnes en reconversion professionnelle et durera 525 heures (dont 105 en entreprise), soit trois mois. Elle permettra aux stagiaires d'intervenir sur les parties basses des 62 éoliennes de la baie de

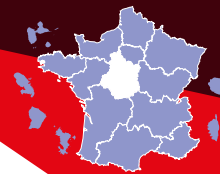
Saint-Brieuc, dont les premiers éléments (les « jackets », structures supportant le mât et la turbine ou la sous-station électrique) seront mis à l'eau courant 2022. Celles-ci devraient être opérationnelles fin 2023.

Au terme de la formation, les stagiaires intégreront Vulcain jusqu'à ce que le champ d'éoliennes entre en production, après 2023. Dès cet été, des équipes de trois personnes partiront chaque matin pour travailler sur les installations en mer, balises et équipements électriques.

Manque d'attractivité de la maintenance industrielle Au téléphone, Forough Dadkhah, vice-présidente en charge de la formation professionnelle, qui n'était pas présente ce jour-là, explique que « *la maintenance industrielle souffre encore d'un manque d'attractivité. Nous avons repéré cette carence dans les Côtes-d'Armor, d'où ce déplacement de Loïg Chesnais-Girard. Nous essayons de conduire une campagne de promotion précise vers les publics qui n'ont pas a priori un profil pour ce type de métier.* »

C'est dans les locaux de l'UIMM que se déroulera la formation (soudure, électro-technique, mécanique...). Elle sera validée par le certificat de qualification paritaire de la métallurgie d'équipier autonome de production industrielle.

Source : [Le quotidien de la formation](#), Mikael Faujour - 9 février 2022.



CENTRE-VAL DE LOIRE

Visa + Parcours vers l'Emploi



Ce parcours de formation est financé par la Région Centre-Val de Loire.

A qui s'adresse ce Visa ?

Personnes souhaitant renforcer leurs compétences de base numériques et linguistiques.

Qu'est-ce que le Visa + parcours vers l'emploi ?

Cette formation dure 8 à 9 semaines, à temps complet. Elle est gratuite et ouvre droit à rémunération.

Le Visa + Parcours vers l'emploi accueille 10 à 15 stagiaires et permet de :

- retrouver confiance en soi ;
- apprendre à travailler en groupe grâce à un projet collectif ;
- mieux communiquer à l'écrit et à l'oral (comprendre, s'exprimer, rédiger une lettre...);
- mieux calculer (distance, pourcentage, surfaces...);
- utiliser un ordinateur ;
- comprendre le fonctionnement d'une entreprise ;
- être accompagné(e) dans sa recherche d'emploi ou de formation.

Où bénéficier de ce Visa près de chez moi ?

Sur le site Etoile

- [Cher](#) ;
- [Eure-et-Loir](#) ;
- [Indre](#) ;
- [Indre-et-Loire](#) ;
- [Loir-et-Cher](#) ;
- [Loiret](#).

Témoignages d'apprenants

Stagiaires du Visa + Parcours vers l'emploi organisé à Argenton-sur-Creuse (36) par le Greta Berry (ELS de Châteauroux), Cyrielle et Adrien, 20 ans, racontent les bénéfices apportés par la formation.



Adrien : « Après avoir été refusé à une formation, j'étais perdu. Sans bac ni expérience professionnelle c'était compliqué pour moi. Avec le Visa, j'ai pu déterminer un plan pour mon avenir. »

Cyrielle : « J'étais également perdue : je venais d'abandonner mes études dans le secteur de la santé et du social sans piste pour la suite. J'ai stagné pendant six mois. Le Visa m'a permis d'être accompagnée et de retrouver un projet professionnel. »

A télécharger : Le E-book [Témoignages d'apprenants Visa + Parcours vers l'Emploi](#) sur le site Etoile.

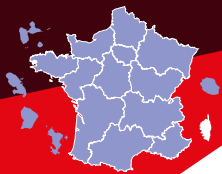
Vous recherchez une formation ?

Consultez [la liste](#) sur le site Etoile : Les formations Visa + parcours vers l'emploi.

Contactez le service d'information téléphonique gratuit Etoile Info au 0 800 222 100

En dehors des horaires d'ouverture vous pouvez utiliser [le formulaire](#) à télécharger sur le site Etoile.

Source : [GIP Alfa centre-Val de Loire \(PaD\)](#), 9 décembre 2021.



CORSE

DICAPE (Afp), un dispositif unique pour accompagner les chômeurs longue durée

Exclusif à l'île de beauté, et porté par l'Afp, DICAPE (dispositif intégré et coordonné d'accompagnement pluridisciplinaire vers l'emploi) permet aux chômeurs longue durée de retrouver le chemin de la formation ou d'un emploi. A l'issue du parcours : 65 % de sorties positives.

DICAPE – Dispositif intégré et coordonné d'accompagnement pluridisciplinaire vers l'emploi

La Corse – territoire rural – souffre d'un important problème de précarité, et les candidats à la formation professionnelle en pâtissent.

« Nous n'arrivions pas à toucher les chômeurs longue durée, vivant sous le seuil de pauvreté, expose Xavier Mariani, responsable du pôle accompagnement des parcours Haute-Corse à l'Afp, ils n'entraient jamais en formation. Et quand ils le faisaient, ils n'arrivaient plus à tenir la cadence au bout d'un mois. A cause du manque de transports publics, ou parce que la rémunération stagiaire arrivait avec 15 jours de décalage [comparé aux minima sociaux]. »

C'est dans ce contexte que DICAPE (dispositif intégré et coordonné d'accompagnement pluridisciplinaire vers l'emploi) est déployé en 2018, après une expérimentation l'année précédente à Bastia.

Le dispositif d'accompagnement, financé dans le cadre du PRIC (Pacte régional d'investissement dans les compétences) se compare à une « boîte à outils » : tous les professionnels (assistante sociale, psychologue, organisme de formation, etc.) susceptibles d'aider les chômeurs longue durée à mener leur projet professionnel sont réunis dès le début du parcours, travaillent ensemble. Et se déplacent.

« Cela court-circuite les freins périphériques à une entrée en formation, comme la mobilité », détaille Romain Medori, directeur du CIBC Corse (Centre insulaire du bilan de compétences), autre structure chef de file du DICAPE en Haute-Corse.

« Cela évite de balader à droite et à gauche les bénéficiaires qui finissent par se décourager. Si un bénéficiaire a besoin de consulter un psychologue, ce dernier se déplace au centre Afp », illustre Xavier

Mariani. Implanté à Bastia, Ajaccio, et Ghisonaccia, DICAPE a vocation à se développer dans toute la Corse.

1100 heures par petits groupes

Composés d'une dizaine de personnes, « avec une équipe pluridisciplinaire de six ou sept membres permettant un encadrement au millimètre », les groupes de bénéficiaires sont accompagnés durant 1100 heures.

« Nous menons un travail de recherche sur le projet professionnel, et nous le confrontons à la réalité via des mises en situation, des stages ou au sein de formations qualifiantes de l'Afp. Il est même possible de mixer entreprise et remise à niveau dans la même semaine », définit Xavier Mariani. « À tout moment, il est possible de changer de projet professionnel. »

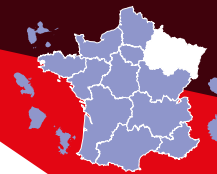
Sont menés en parallèle des bilans de compétences, des entretiens hebdomadaires individuels avec un médecin du travail ou encore l'apprentissage de la confiance en soi. « Le nécessaire pour se réadapter à des horaires et un travail de groupe », confie Romain Medori.

Rémunérés au titre de stagiaires de la formation professionnelle, les bénéficiaires de DICAPE perçoivent « un minimum de 685 euros pour les personnes ayant déjà travaillé, pouvant se cumuler les trois premiers mois avec le RSA. Ensuite, la prime d'activité versée par la CAF vient compenser la perte de RSA », calcule Xavier Mariani.

35 % d'entrée en formation et 30 % de retour à l'emploi

A la sortie du parcours, l'Afp mesure 65 % de sorties positives, « de l'ordre de 35 % d'entrée en formation de 30 % de retour à l'emploi. Le pourcentage restant est orienté vers d'autres parcours d'accompagnement. » Seules deux personnes, sur la quarantaine, accompagnées par DICAPE jusqu'à présent, ont repris le chemin de Pôle emploi.

Source : [Le quotidien de la formation](#), Jonathan Konitz, 7 mars 2022.



GRAND EST

Lancement de Grand Est Transformation « Environnement »



A l'occasion des premières assises régionales autour de l'Eau en Grand Est, organisées jeudi 7 juillet 2022 à Mesnil-Saint-Père (10), la Région a lancé Grand Est Transformation « Environnement », initié dans le cadre du Business Act #2.

Outil agile, souple, mobile, Grand Est Transformation (GET) est conçu comme un centre de ressources et d'expertise au service des parcours de transformation. Il a vocation à fédérer et animer un réseau composé d'experts et de partenaires. Il permettra de structurer et de coordonner des offreurs de solutions à travers quatre leviers majeurs : la transition énergétique, l'économie circulaire, la préservation de la ressource en eau et la préservation de la biodiversité.

Quatre domaines d'activités stratégiques

Chaque levier fera l'objet d'un groupe de travail dédié, pensé comme un véritable laboratoire d'idées autour de quatre domaines d'activités stratégiques :

- la transition énergétique ;
- la décarbonation et l'impact atmosphérique ;
- l'économie circulaire et les déchets ;
- la biodiversité et l'eau.

Une première réunion de travail, dédiée à l'eau, a été organisée le 6 juillet. Elle a permis de réfléchir à une feuille de route s'articulant autour des grands enjeux en matière de préservation des ressources en eau, des besoins en recherche et développement, des usages, de la compétence et de l'offre de formation sur cette thématique.

Concrètement, le GET Environnement va permettre de :

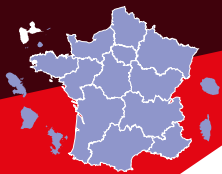
- accompagner les offreurs de solutions innovants du Grand Est dans leur développement économique, leur mise en visibilité, leur rapprochement pour développer des offres intégrées ;
- opérer la transformation des entreprises via les parcours de transformation ;
- ancrer sur le territoire, des entreprises innovantes, résilientes et responsables ;
- connecter les offreurs de solutions aux entreprises et aux collectivités du Grand Est pour accélérer leur transformation environnementale et générer du chiffre d'affaires ;
- rapprocher ces mêmes offreurs avec les laboratoires académiques, via par exemple, des sociétés de transfert de technologie ;
- anticiper les compétences nécessaires pour les métiers de demain et, par conséquent, permettre aux représentants académiques d'adapter leur offre de formation ;
- faire rayonner la Région Grand Est pour attirer sur le territoire de nouveaux offreurs de solution et des talents.

So-Rezo, un premier outil né sous l'impulsion du GET Environnement



Premier outil du GET Environnement, la plateforme régionale des greentechs So-Rezo, initiée par la Région et l'ADEME Grand Est et mise en œuvre en partenariat avec la Fondation Solar Impulse, vise à référencer les offreurs de solutions écotecnologiques et les mettre en relation avec des entreprises. Dans le domaine de l'eau, ce sont quatre solutions référencées !

Source : site [Région Grand Est](https://www.grandest.fr), 7 juillet 2022.



GUADELOUPE

La Région favorise l'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle

Entre 2016 et 2022, la collectivité régionale a accompagné plus de 332 entreprises et associations à travers le dispositif emploi tremplin, pour le recrutement de 480 emplois en CDI dans des secteurs aussi variés que le commerce et la vente, l'économie sociale et solidaire notamment les services à la personne, l'agriculture, les espaces verts, l'alimentation et la restauration, le BTP, l'éducation et les loisirs ou encore le tertiaire.

La Région, entend aussi conforter son soutien aux structures relevant de secteurs émergents et porteurs (économie verte, économie bleue, développement durable, transition écologique, silver économie, numérique, etc.).

Aussi, pour se rendre compte de la mise en œuvre du dispositif emploi tremplin dans les entreprises bénéficiaires, le président du conseil régional Ary Chalus s'est rendu lundi 14 mars 2022, dans l'entreprise Société Nouvelle de Récupération (SNR), située à Jarry Baie-Mahault.

L'entreprise SNR, spécialisée dans la récupération des métaux ferreux et non-ferreux depuis plus de 30 ans et employant 38 salariés, a bénéficié de ce dispositif en recrutant 3 jeunes en CDI.

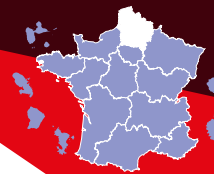
A cette occasion, le parcours de ces jeunes a été mis en lumière. Ces derniers ont par ailleurs bénéficié d'une formation mise en place dans le cadre du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) et repérés lors d'un accompagnement déployé sur le territoire par l'équipe en charge du Plan Action Jeunesse.

Destiné à faciliter et soutenir l'emploi pérenne en entreprise et l'emploi associatif, l'emploi tremplin s'adresse ainsi à toute entreprise ou association qui s'engage à embaucher un demandeur d'emploi en contrat à durée indéterminée (CDI). Au total c'est un budget de 5,7 millions d'euros, mobilisé par la collectivité régionale autour de ce dispositif.

Favoriser l'accès à l'emploi et l'insertion professionnelle des Guadeloupéens constitue une priorité pour le conseil régional, chef de file en matière de formation professionnelle et de développement économique.



Source : site [Région Guadeloupe](https://www.region-guadeloupe.fr), 15 mars 2022.



HAUTS-DE-FRANCE

DéClics Numériques facilite la reconversion professionnelle des demandeurs d'emploi des Hauts-de-France vers les métiers du numérique



Un dispositif qui devient national

Fort des tests concluants réalisés par étapes dans les territoires pilotes – et près de 4 200 demandeurs d'emploi accompagnés en deux ans – DéClics Numériques prend aujourd'hui un nouvel essor, et, est désormais déployé au niveau national. Il s'adresse à tous les demandeurs d'emploi sous-représentés dans le numérique et a pour objectif d'accompagner 10 000 demandeurs d'emploi dans leur orientation/reconversion professionnelle d'ici fin 2022.

DéClics Numériques, ça consiste en quoi ?

Le projet DéClics Numériques – <https://www.pole-emploi.fr/actualites/la-semaine-des-metiers-du-numeri/declics-numeriques--un-dispositi.html> – de Diversidays, un programme court et intensif visant à faciliter les reconversions vers les métiers du numérique. Le programme permet d'accéder plus facilement à la formation et à l'emploi dans la tech et le numérique, de découvrir des parcours inspirants, de participer à des ateliers et ou encore de bénéficier de l'aide d'experts pour construire leur projet professionnel. Il s'adresse à tous les publics, personnes éloignées de l'emploi, issues des quartiers prioritaires (QPV) / zones dépeuplées ou encore aux femmes sous-représentées dans ce domaine.

Durant deux à trois semaines, le parcours de transition professionnelle propose aux participants des ressources et des outils pour découvrir les métiers et leurs opportunités, identifier leurs compétences, rencontrer des organisations de formation ou des recruteurs.

A qui s'adresse DéClics Numériques ?

Il s'adresse à tous les publics, personnes éloignées de l'emploi, issues des quartiers prioritaires (QPV) / zones dépeuplées ou encore aux femmes sous-représentées dans ce domaine.

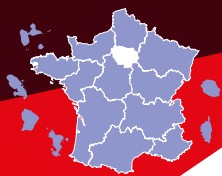
Gratuit et digital, le dispositif milite pour doter chacun des mêmes chances de devenir community manager, graphiste, entrepreneur ou développeur, parmi les métiers qui constellent ce secteur.

Pour aller plus loin Baromètre 2022 de l'Observatoire des diversités et du numérique : <https://diversidays.com/barometre-diversites-numerique-2022/>

Découvrez notre espace dédié au contrat de branches n° 7 « Numérique, industries de la communication, cybersécurité »

Négociés avec les différentes branches professionnelles, les contrats de branches envisagent les plans d'actions économiques et de formation les plus adaptés aux enjeux spécifiques de développement des différents secteurs d'activité.

www.c2rp.fr/contrat-de-branches-ndeg-7-numerique-industries-de-la-communication-cybersecurite



ILE-DE-FRANCE

Programme de co-développement pour soutenir la transition écologique des entreprises

La Région Île-de-France offre aux entreprises franciliennes un programme pour les soutenir dans leur transition écologique.

Pour quel type de projet ?

Décarbonation, préservation des ressources, recyclage ou upcyclage, éco-conception, politique énergétique, mobilité... L'étendue des alertes et des leviers d'action sur la transition écologique est vaste...

La Région lance un programme d'accompagnement qui vous aidera à prioriser vos enjeux dans la transition écologique, à mettre en place des bonnes pratiques, et à trouver des solutions concrètes pour effectuer un réel changement.

Constitué d'échanges structurés entre pairs et d'apport d'informations et de ressources, il comprend 7 sessions de 2 heures sur 7 mois.

En amont des solutions de financement que la Région développe par ailleurs, ce dispositif collectif vous aidera à prendre des décisions éclairées concernant l'intégration des enjeux de transition écologique dans votre stratégie de croissance et de développement.

Qui peut en bénéficier ?

Entreprises : toutes les TPE et PME franciliennes.

Au sein de ces entreprises, les dirigeants ou fonctions dirigeantes (responsables RSE, achats...) sont privilégiés.

La première session démarrera en juillet 2022.

Quelle est la nature de l'aide ?

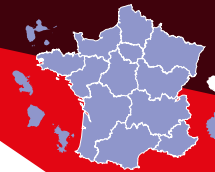
Quels intérêts pour les bénéficiaires ?

- bénéficier d'un diagnostic de maturité de votre politique environnementale ;
- aborder et comprendre les thématiques de la transition prioritaires pour votre entreprise en présence d'experts ;
- découvrir les solutions/fournisseurs plus responsables et économiquement efficaces ;
- échanger des idées, des contacts, des bonnes pratiques testées par vos pairs ;
- connaître les dispositifs de financement adaptés pour vos initiatives environnementales.

Quelles démarches ?

Un questionnaire de manifestation d'intérêt est à remplir : <https://forms.office.com/r/6ji0y47aRz>

La date limite des candidatures est fixée au 6 juin 2022.



LA RÉUNION

Signature de Convention AKTO-Région



Signature de Convention AKTO/Région

Dans la salle Pavageau à l'Hotel de Région, s'est tenue ce mercredi 25 mai une signature de convention de partenariat entre l'opérateur de compétences AKTO et la Région Réunion. Madame la Présidente de Région, Huguette BELLO, s'est réjouie de ce nouveau partenariat, qui replace la Région Réunion comme un acteur clé dans l'accompagnement de la collectivité en matière d'orientation professionnelle, de formation et de l'apprentissage. Etaient présents la Vice-Présidente Karine NABENESA, déléguée à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage, Laurent BARTHELEMY, Vice-Président d'AKTO, Jamil AIT-IDIR, Administrateur d'AKTO, la direction nationale et régionale d'AKTO, ainsi que des partenaires du milieu de la formation et de l'apprentissage.

AKTO est un opérateur de compétences spécialisé dans les services à forte densité de main-d'œuvre. Il représente 27 branches allant des activités de déchets à la restauration rapide. Sur le plan régional, AKTO, c'est l'affiliation de 8500 entreprises.

Cette convention s'appuiera sur 4 axes :

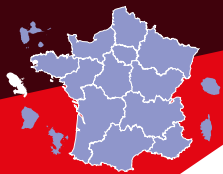
- contribuer à l'amélioration de l'offre de formation en apprentissage ;

- contribuer à une meilleure orientation et valorisation des métiers ;
- mettre en place un observatoire territorial des métiers et des besoins en compétences ;
- créer un parcours d'insertion et d'accès à l'emploi, notamment pour les publics les plus éloignés de l'emploi.

« Nous voulons faire de la formation un levier de développement et d'émancipation pour notre territoire et les Réunionnais.es. Le 16 mars dernier, la Présidente de Région signait le PACTE. Nous franchissons une nouvelle étape avec cette signature de convention, qui nous permettra d'être au plus près des besoins en compétences des entreprises. Nous voulons former plus, former mieux, former juste. Notre ambition cette année est d'offrir 4 000 places de formations au titre du PACTE, pour les publics en recherche d'emploi. Cette convention est un premier pas. » Karine NABENESA.

« *Le développement des compétences, c'est l'objectif premier de la formation professionnelle. Se former, c'est s'élever, progresser, s'insérer et trouver sa place dans la société. Cette convention s'inscrit dans la volonté de la Région Réunion d'assumer le rôle, qui lui est dévolu par la loi, comme cheffe de file en matière d'orientation et de formations professionnelles sur le territoire. L'ancienne majorité a souhaité en 2019 se retirer du plan d'investissement dans les compétences. La Région Réunion n'a pas contracté le PACTE en 2020 et en 2021. C'est scandaleux. La perte est évaluée à 101 millions d'euros. Cette décision a eu pour conséquence de déstabiliser la politique de formation sur l'un des territoires français le plus touché par le chômage. Nous devons avoir une vision claire et anticiper pour notre territoire pour produire l'avenir. Il nous faut former la jeunesse réunionnaise. Il n'y aura pas de progrès sans formation. Nous devons innover. C'est donc une convention d'avenir, avec une grande bienveillance. Notre territoire souffre. On ne peut pas construire une vie sans travail.* » Huguette BELLO.

Source : site [Région la Réunion](https://www.reunion.gouv.fr/), 3 juin 2022.



MARTINIQUE

ParCours clés : une qualification pour accroître ses chances d'insertion



Dans le cadre de son Programme de Formation Professionnelle, la CTM a lancé le mardi 26 avril l'ouverture de la formation « Technicien Audiovisuel et Multimédia » - zone Sud au Collège Jacques ROUMAIN de Rivière- Pilote

Ce programme dénommé « Parcours Clés », cible prioritairement les jeunes de 18 à 30 ans, éloignés de la formation et de l'emploi.

Trois sessions de formation réparties sur le territoire Nord, Centre, Sud et dispensées par le GRETA de l'Académie de Martinique sont prévues.

Bienvenue aux stagiaires qui ont tous pour projet de se professionnaliser dans le domaine de l'audiovisuel !

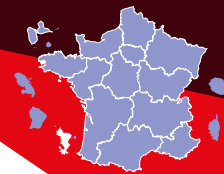
La Formation et l'insertion, un enjeu majeur de la Collectivité

Aujourd'hui, les jeunes martiniquais sont fortement touchés par le non-emploi, une sous-qualification et des difficultés scolaires. Dans ce contexte, le défi de la formation et de l'insertion est aujourd'hui un enjeu majeur pour la Collectivité Territoriale de Martinique. L'absence de certains cursus de formation à l'origine parfois de certaines mobilités et la nécessité d'avoir une jeunesse diplômée pour favoriser une meilleure insertion, ont donc incité à la conception de programmes innovants et attractifs.

Aussi, la Collectivité a développé « ParCours Clés », un programme prioritairement à destination des jeunes âgés de 16 à 30 ans, éloignés de la formation et de l'emploi, nécessitant une qualification pour accroître leurs chances d'insertion ou entamer un cursus d'enseignement supérieur.

« ParCours Clés » se matérialise par un contenu de formation complet qui prépare à l'obtention de titre professionnel tout en renforçant des savoirs clés pour ensuite posséder les clés d'accès à l'emploi. Ce projet s'adresse à un public diversifié, inscrit ou pas à Pôle emploi, inscrit ou pas en Missions Locales, en fin de parcours en Ecole de la deuxième chance, en fin de parcours au RSMA, issu de l'aide sociale à l'enfance (ASE), en situation de handicap bénéficiaire de l'obligation d'emploi, bénéficiaire du RSA.

Source : site [Collectivité territoriale de Martinique](https://www.collectivite-territoire-martinique.gouv.fr/), avril 2022.



MAYOTTE

Les Plateformes numériques déployées par la cité des métiers de Mayotte

Selon les chiffres des rapports d'activité de la cité des métiers de Mayotte, en 2021, seuls 17 % des ménages à Mayotte disposaient d'appareils connectés et d'une connexion à domicile.

Pour répondre notamment à cette faiblesse de l'accès au numérique et développer une offre de services de proximité au bénéfice des publics fragiles et très éloignés de l'emploi, la cité des métiers de Mayotte portée par le CARIF-OREF développe le projet SMART autour des espaces numériques implantés dans les communes et d'un bus numérique qui sillonne toute l'île pour permettre à un grand nombre d'utilisateurs d'avoir une connexion et des outils numériques. Ce projet avec pour échéance janvier 2023, prévoit l'acquisition d'un deuxième bus pour répondre activement aux demandes dans toute l'île.

Afin de garantir la qualité de l'accueil et de l'accompagnement des usagers au sein de ces plateformes numériques, notamment pour leurs démarches en ligne, la cité des métiers a formé les gestionnaires de tous ces espaces. 15 gestionnaires ont été formés en 2020 pour un montant total de 26 000 euros, entièrement financé par le GIP CARIF-OREF via le dispositif « professionnalisation des acteurs » sur des financements État et Conseil Départemental, à travers le Pacte ultramarin d'investissement dans les compétences.

C'est en effet, le CARIF OREF de Mayotte qui déploie et finance ces plateformes numériques sur toute l'île pour apporter des informations de proximité en matière d'orientation, d'accès à la formation et d'emploi, d'inclusion numérique et d'accès au droit. Cette action s'inscrit également dans le déploiement du service public régional de l'orientation ; un des trois axes prioritaires du Conseil départemental affichés dans le Contrat de Plan Régional de Développement de la formation et de l'orientation professionnelles 2019-2022 pour Mayotte. Ce projet est porté en collaboration avec les communes et reçoit un appui du Département, de l'État et des partenaires de l'orientation, de la formation et de l'inclusion du numérique.

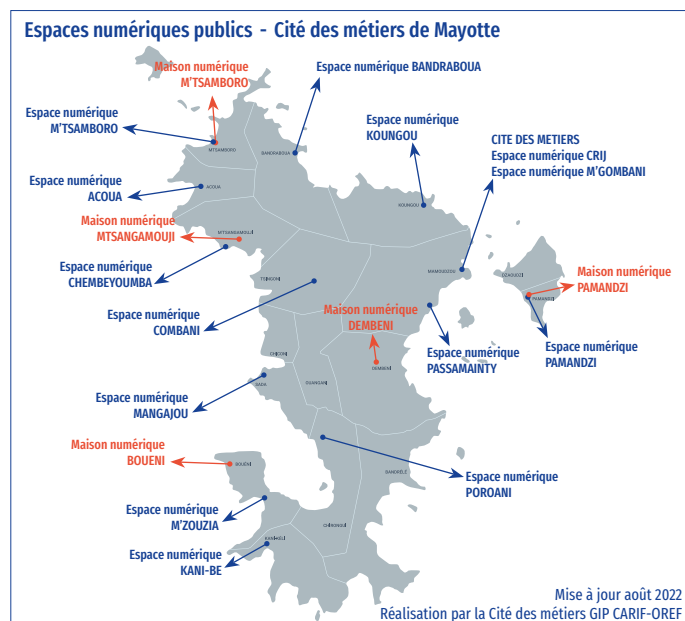
La plateforme numérique décentralisée, fonctionne à l'image de la Cité des métiers, comme un espace intégré de conseils et de ressources au service du public en recherche de repères, d'orientation et d'information sur les métiers, la vie professionnelle et l'accès aux droits. Elle vise « à aiguiller les usagers vers tous les moyens d'élaboration et de réalisation d'objectifs professionnels, et également à les

accompagner dans leurs choix en y associant l'ensemble des acteurs de l'insertion ».

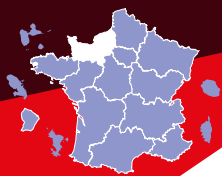
Tous les publics y ont accès quel que soit leur statut, l'âge, le niveau d'étude ou de qualification, ou l'appartenance à une catégorie professionnelle ou géographique, et se voient proposer de nombreuses thématiques (formations aux bases du numérique, démarches en ligne, renseignements, apprendre à s'informer, méthodologie de recherche d'informations, etc.) accessibles via des ateliers ponctuels, des parcours de formation, un accompagnement individuel, une orientation personnalisée...

La cité des métiers a également mis en place un bus numérique mobile disposant d'un ensemble d'outils numériques. Il permet de faire de la médiation et de l'inclusion numérique, de participer à la découverte des métiers et faire de l'accompagnement pour l'orientation des usagers. Ce bus numérique est équipé de connexions wifi, de plusieurs postes de travail avec des ordinateurs portables, des casques de réalité virtuelle et des tablettes.

Au total, ce sont 7817 usagers qui se sont renseignés dans les espaces numériques décentralisés (compabilisés) et avec le bus numérique mobile entre le mois de janvier à juin 2022. L'objectif est d'atteindre les 20 000 usagers en 2023 qui auront accès ainsi à un accompagnement.



Source : Centre Info, DREI avec le Carif-Oref de Mayotte, août 2022.



NORMANDIE

Une formation, un emploi !

« Quand un employeur exprime des besoins en compétences qu'il ne trouve pas, il peut faire appel à la Région pour mobiliser le dispositif "Une Formation, Un Emploi" ».

Le dispositif Une formation, un emploi facilite l'accès et le retour à l'emploi de demandeurs d'emploi au sein de structures normandes tout en contribuant à leur développement.

La Région forme des demandeurs d'emploi qui seront embauchés ensuite par la structure partenaire pour une durée minimum de 6 mois.

Bénéficiaires

Tout employeur du secteur privé, comme du secteur public n'ayant pas procédé à un licenciement économique au cours des 12 derniers mois s'engageant à embaucher un demandeur d'emploi pour une durée minimum de 6 mois, en privilégiant le travail à temps plein.

L'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits ou non à Pôle Emploi à l'exception des jeunes sortis de formation initiale depuis moins de 9 mois sauf s'ils sont suivis par la Mission Locale dans le cadre de la plateforme de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD).

Les personnes n'ayant pas bénéficié d'un financement Région pour le suivi d'une formation qualifiante au cours des 12 derniers mois, sauf dans le cadre d'une formation permettant l'élévation du niveau de qualification.

Caractéristiques du dispositif

Afin de répondre aux besoins en personnel qualifié des employeurs normands qui la sollicitent, la Région Normandie :

- finance des formations, sans limite de niveau, avec une durée minimum de 140 heures en centre de formation. Ces formations peuvent être pré-qualifiantes ou certifiantes. Elles sont dispensées en alternance par un organisme de formation ;
- assure la rémunération des stagiaires non indemnisés par Pôle Emploi pendant la formation.

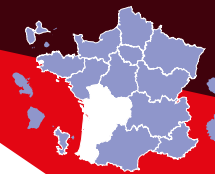
Le dispositif « Une Formation, Un Emploi » permet de se former en alternance chez un employeur et un organisme de formation, pour préparer au mieux l'emploi au sein de la structure partenaire. Une convention est signée entre la structure et la Région, le demandeur d'emploi est alors accueilli et rémunéré sous le statut de stagiaire de la formation professionnelle.

Modalités d'accès

Un employeur ayant un besoin de personnel qualifié sollicite la Région en précisant le nombre de postes proposés et les caractéristiques du projet de formation.



Source : site Région Normandie, 4 janvier 2022.



NOUVELLE-AQUITAINE

Feuille de route régionale des industries électroniques (2022-2027)

L'accélération de la diffusion de l'électronique dans tous les secteurs d'activité repose sur des technologies complémentaires dont la maîtrise conjointe est fondamentale : les technologies et des composants électroniques avec les capteurs intelligents, les objets connectés, l'électronique de puissance (pour accompagner la transition énergétique et le développement des mobilités électriques) ou encore la cybersécurité pour bâtir la confiance nécessaire au développement des technologies électroniques dans l'industrie.

L'ensemble de ces domaines représentent, en Nouvelle-Aquitaine, plus de 20 000 emplois directs et plus de 300 entreprises.

Afin de mieux accompagner les entreprises du secteur et anticiper leurs besoins, la Région vient d'adopter une feuille de route (2022-2027) pour les industries électroniques néo-aquitaines.

En cohérence avec la feuille de route pour la transition environnementale et climatique (Néo Terra), elle s'attache à répondre aux défis de la transition énergétique autour de la durabilité et du recyclage des produits, de la structuration de la filière batterie ou encore de la massification du soutien aux énergies renouvelables.

Quatre ambitions nourrissent une douzaine d'objectifs avec leurs actions associées pour, notamment : Maintenir et développer l'emploi, les savoir-faire et compétences à court et moyen-terme

Anticiper l'évolution des compétences et des métiers en lien avec les transitions environnementales et les ambitions d'industrialisation

Renforcer l'attractivité de la filière et de ses métiers
La feuille de route prévoit un certain nombre d'actions :

- Accompagner les entreprises sur leurs enjeux RH en mobilisant les dispositifs régionaux existants (GPEC, AFEST, AIE...) et ceux des partenaires de la filière (OPCO, UIMM, France Industrie...)
- Promouvoir les offres de formations auprès des prescripteurs, des demandeurs d'emploi et des entreprises du secteur
- Faire un état des lieux de la formation actuelle (cartographie de la formation initiale et conti-

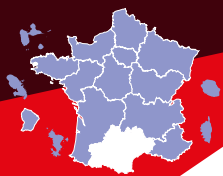
nue) et d'identifier les évolutions en termes de compétences attendues par les entreprises dans les 3 à 5 prochaines années

- Accompagner la formation initiale et continue aux besoins spécifiques des entreprises de la filière électronique
- Créer, promouvoir des événements autour de la filière et ses métiers et diffuser auprès des jeunes publics, des demandeurs d'emploi, et des publics en reconversion
- Mobiliser les outils de communication et de promotion de la Région Nouvelle-Aquitaine et de ses partenaires dans l'objectif notamment de mener des actions de sensibilisation auprès des parents, des élèves et des professeurs

[Consulter la feuille de route.](#)



Source : [Cap Métiers Nouvelle Aquitaine](#), 30 mars 2022.



OCCITANIE

Travailler pour un monde durable

La transition énergétique et écologique est lancée et ses enjeux sont nombreux : environnementaux, sociaux et bien sûr économiques. Pour la Région Occitanie, le plan REPOS joue un fort rôle d'incitateur. Institutions publiques, collectivités, entreprises, mais aussi le monde de la formation sont concernés et œuvrent ensemble pour un territoire durable. Tous les secteurs et tous les métiers peuvent être impactés. Prêts à vous mettre au service de la planète, de son climat et de ses habitants ?

L'Occitanie, une région verte

Avec son plan REPOS, l'Occitanie s'est fixé l'objectif de devenir la 1^{re} région à énergie positive d'Europe d'ici 2050, ce qui se traduirait entre autres par 100 % d'énergies renouvelables et plus de 94 000 créations d'emplois. Elle excelle déjà dans le domaine énergétique : elle est la 1^{re} région pour l'éolien flottant, la 1^{re} région française à s'être dotée d'un plan hydrogène vert pour le développement d'une véritable filière structurée et génératrice d'emplois, etc. Mais l'Occitanie a aussi de grandes ambitions en termes d'économie circulaire, comme la valorisation et le recyclage de plus de 57 % de déchets contre 38 % aujourd'hui. Elle est enfin une grande protectrice de la biodiversité : on estime qu'environ 176 000 emplois dépendent directement et indirectement de ce domaine dans notre région.

Des métiers pour moi ?

Pour travailler au service de la transition énergétique et écologique ou de la biodiversité, de nombreuses formations existent, à tous les niveaux, du CAP au doctorat, menant à des métiers extrêmement divers et qui s'adressent aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Feuilletez le magazine ID. Métiers « Travailler pour un monde durable » pour en savoir plus et découvrir de nombreux témoignages.

Bon plan !

Dans le cadre du Pacte Vert, la Région souhaite encourager les moins de 25 ans à se former aux métiers verts en mettant en place un « Revenu Écologique Jeune ». À suivre...

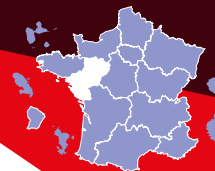
Cinq pistes de formations pour travailler au service de la transition écologique et énergétique ou de la biodiversité



© Darnaud Antoine - Région Occitanie

- Travaillez dans le développement durable en devenant technicien-ne en bureau d'études après un BUT génie civil construction durable à l'IUT de Tarbes.
- Soyez acteur-riche de la transition énergétique au poste de technicien-ne de maintenance biogaz après un BTS maintenance des systèmes de production au lycée Gaston-Monnerville de Cahors.
- Préservez la biodiversité en transmettant le respect de la nature après une licence pro coordination de projets en éducation à l'environnement et au développement durable à l'Institut Agro Montpellier.
- Œuvrez pour l'économie circulaire en vous formant au métier d'agent-e valoriste avec un CAP propreté de l'environnement urbain - collecte et recyclage au lycée Lucie-Aubrac de Sommières.
- Contribuez à la bonne gestion des ressources en eau en tant qu'animateur-riche de bassin versant, après un BTS métiers de l'eau au lycée Sainte-Marie de Bagnols-sur-Cèze.

Source : site [Région Occitanie](https://www.regionoccitanie.fr), 2022.



PAYS DE LA LOIRE

Objectif plein emploi !

La Région lance le nouveau site de référence des offres d'emploi en Pays de la Loire. L'objectif est de faciliter les entreprises à recruter et les candidats à postuler pour atteindre le plein-emploi.

En ligne depuis quelques jours, ce nouvel outil propose déjà plus de 70 000 offres d'emploi réparties dans tous les Pays de la Loire. Tous les secteurs d'emploi sont représentés : agriculture, agroalimentaire, bâtiments, commerce, industrie, ingénierie, logistique, santé, services à domicile...

L'accès est simple et gratuit tant pour les entreprises que pour les candidats. Autre avantage, les offres sont géolocalisées.

Grâce à cette nouvelle plateforme web, les entreprises peuvent ainsi anticiper leur recrutement en détectant les profils intéressants parmi les personnes suivant une formation professionnelle inscrite sur les programmes de la Région. Elles ont la possibilité de créer des alertes sur certaines compétences recherchées, automatiser la publication de leurs offres sur la plateforme régionale et les autres sites emploi à forte audience pour gagner en visibilité. Elles peuvent également bénéficier d'un accompagnement gratuit à la gestion d'une page du site dédiée à la valorisation de leur entreprise.

Des services à forte valeur ajoutée

Les candidats bénéficient aussi de nombreux services : la création d'alertes en temps réel sur les postes prédéfinis, l'inscription à la CVthèque pour être repérés plus facilement par les recruteurs, la réalisation d'un CV par compétence, l'enregistrement d'une vidéo pour exprimer leur motivation et se distinguer.

Gagner en visibilité et en attractivité

Près de 350 entreprises sont partenaires de cette nouvelle plateforme dont Saunier Duval, leader en France de la production de pompes à chaleur. « Nous devons être plus visibles pour les jeunes talents issus des nombreuses et bonnes écoles ou universités de la région », explique Éric Yvain, directeur général de Saunier Duval. « Nous voulons

utiliser cette plateforme pour accompagner notre croissance des pompes à chaleur. Au-delà des recrutements actuels de 130 personnes par an à Nantes, nous envisageons d'augmenter nos effectifs de plus de 50 % d'ici 2030 ».

Vous cherchez un emploi ? Vous cherchez à recruter ?

Rendez-vous sur nosemplois.fr

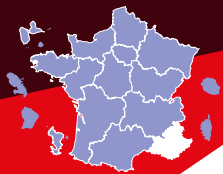
Faciliter et accélérer la rencontre entre les compétences des entreprises et les candidats



Christelle Morançais, présidente de la Région des Pays de la Loire

« Le chômage recule et notre région connaît un taux de chômage parmi les plus bas de France à 6 %. Néanmoins nos entreprises peinent à recruter, et tous les secteurs de l'économie sont concernés : 51.8 % des entreprises ligériennes déclarent peiner à recruter des salariés, contre 44.9 % sur le plan national. Et ce chiffre monte à 70.8 % dans le secteur de la construction et à 52.1 % dans celui de l'industrie. C'est pourquoi, j'ai engagé un plan de mobilisation pour l'emploi, avec 5 mesures coup de poing, dont ce nouveau site web nosemplois.fr. Ce nouveau site doit permettre de faciliter et d'accélérer la rencontre entre les besoins en compétences des entreprises et les candidats ».

Source : site Région Pays de la Loire, 3 juin 2022.



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Pour accompagner les demandeurs d'emploi : retour à l'emploi, avec l'association Bleu Blanc Zèbre



**Bleu
Blanc
ZÈBRE**

Association citoyenne Bleu Blanc Zèbre

Quels objectifs ?

Pour accompagner le retour à l'emploi des chômeurs, la Région se mobilise aux côtés de l'[association citoyenne Bleu Blanc Zèbre](#), créée par l'écrivain Alexandre Jardin. Une première en France.

C'est la première fois qu'une collectivité française s'engage aux côtés d'un mouvement citoyen pour répondre aux problématiques d'emploi et d'insertion.

L'association est composée de 200 opérateurs de la société civile (associations, fondations, acteurs des services publics...), avec pour leitmotiv d'agir ensemble, différemment, pour accompagner le retour à l'emploi des chômeurs.

Comment ça marche ?

Pendant trois ans, la Région va mobiliser 2,4 millions d'euros pour accompagner les actions de l'association, en particulier pour soutenir des parcours d'accès à l'emploi par le sport, organiser des entretiens de recrutement directement entre employeurs et candidats, développer le Service civique pour ceux qui sont les plus éloignés de l'emploi et faire essayer encore plus l'action « Lire et faire lire » déjà en place dans les écoles.

Bénéficiaires

Demandeurs d'emploi.

Source : site [Région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#), 2022.

Centre Inffo propose aux professionnels de l'apprentissage, de la formation et de l'évolution professionnelles une expertise en droit et ingénierie, une offre de formation et une information sur-mesure et spécialisée. Il réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et anime les débats des professionnels.

Association sous tutelle du ministère en charge de la Formation professionnelle, Centre Inffo est doté d'une mission de service public dans le champ de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles.

Fort d'une équipe de 72 collaborateurs, Centre Inffo s'engage à apporter à ses clients publics et privés une expertise actualisée et une méthodologie éprouvée au service de leurs enjeux et projets.



2022

Cette brochure réalisée par les services de Centre Inffo dans le cadre du 18^e congrès de Régions de France, illustre les thématiques qui sont abordées en matière d'emploi, la formation professionnelle et l'orientation.

Intitulée *Métiers en tension, transition professionnelle : les Régions agissent pour l'emploi*, elle donne à voir des exemples de stratégies et d'initiatives portées par l'ensemble des Régions en faveur de la préservation de l'emploi et de la formation des jeunes et des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Elle présente, en particulier, des actions innovantes portées par les 18 collectivités régionales, dans le cadre des contrats de plan régionaux pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) ou des Pactes régionaux d'investissement dans les compétences (PRIC).



4, avenue du Stade-de-France
93218 Saint-Denis-La Plaine cedex

Tél. : 01 55 93 91 91
Fax : 01 55 93 17 25
www.centre-inffo.fr

